

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 13 DECEMBRE 2022 A 14h00**

M. Marc BRIDOUX, Président de la Communauté de Communes du Ternois, souhaite la bienvenue aux Membres présents et remercie M. COQUET, Maire de Conchy sur Canche pour la mise à disposition de la salle.

Tous les membres en exercice sont présents à l'exception de : M. François Couvreur d'Aumerval, M. Philippe Tiquet de Beauvois, M. Xavier Colin de Blangerval-Blangermont, M. Jean-Claude Habert de Conteville en Ternois, M. Régis Béron de Croix en Ternois, M. Eric Pomart de Fontaine les Hermans, Mme Solweig Obin de Frévent, Mme Mélanie Demazure de Frévent, M. Dominique CREPY de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël Poillion de Héricourt, M. Denis Gourdin de Humeroeuille, M. Sébastien Bocquillon de Humières, M. André Flament de La Thieuloye, M. Jean-Noël Fourdinier de Linzeux, M. Willy Gallet de Lisbourg, M. Bernard Helleboid de Marest, Mme Angélique Tavernier de Nédon, M. Frédéric Diaz de Nédonchel, M. Eric Roussel d'œuf en Ternois, M. Jean-Paul Hermant de Sains les Pernes, M. Bruno Guilbert de Saint-Pol-sur-Ternoise, M. Guillaume Yvart de Saint-Pol-sur-Ternoise, M. Luc Delbé de Wavrans sur Ternoise.

EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 91 POUVOIRS :18 VOTANTS : 109

Le quorum est atteint.

ADOPTION DU PROCES VERBAL DU DERNIER CONSEIL COMMUNAUTAIRE

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des Membres le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 18 octobre 2022.

Les Membres approuvent à l'unanimité ce procès-verbal.

M. Guillaume GAY, Maire de Ternas est désigné secrétaire de séance.

INSTALLATION DE NOUVEAUX DELEGUES COMMUNAUTAIRES

Suite au décès de M. Pascal LEFEBVRE, une nouvelle élection municipale a eu lieu le dimanche 16 octobre 2022 à HEUCHIN.

A l'issue de ces élections, Mme Angélique PERRIN a été proclamée Maire de HEUCHIN.

Par courrier reçu dans nos services en date du 29 novembre 2022, Mme Marie-Claude PAGERIE Maire de VALHUON nous a fait part de sa démission en tant que Conseillère Communautaire.

Mme Karine HERNU la remplace et représentera la Commune de VALHUON au sein de notre Conseil Communautaire.

M. le Président procède à l'installation de ces nouveaux délégués communautaires et leur souhaite la bienvenue au sein du Conseil Communautaire de TernoisCom.

M. Benoit DEMAGNY a fait part de sa démission en tant que Maire de ST POL/TERNOISE. Suite à l'élection du 08 décembre 2022, Mme Danielle VASSEUR a été proclamée Maire de ST POL/TERNOISE. Mme VASSEUR était déjà conseillère communautaire.

M. BRIDOUX souhaite également informer les délégués communautaires qu'une communication relative aux frelons asiatiques a été mise en place à destination des Maires du territoire. Quatre pièges à frelons sont offerts par TernoisCom à chaque commune. Un recensement des apiculteurs a été effectué auprès de chaque commune. A ce jour, 54 apiculteurs ont été identifiés à qui sera offert un « grand » piège. La destruction des nids est de la responsabilité des communes à ce jour. Un agent de TernoisCom va être formé d'ici février 2023 et une prestation de services auprès des communes pour la destruction des nids sera étudiée ensuite le coût sera facturé à ces dernières.

Mais il ne pourra pas tout faire. Il faudra également faire intervenir des prestataires extérieurs. Une adresse mail frelons@ternoiscom.fr a été créée afin que les communes puissent faire leur demande de destruction de nids.

M. MELIN précise également que dans le bulletin d'informations qui sera distribué courant janvier 2023, un article sera rédigé à destination des habitants du territoire. Il y aura toutes les indications nécessaires de ce qu'il faut faire en cas de découverte d'un nid (nid primaire ou nid secondaire).

INTERVENTION DE MARIE PLANCKE DE VOLTALIS SUR LE PILOTAGE INTELLIGENT DES CONSOMMATIONS ELECTRIQUES

VOLTALIS, EXPERT DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DEPUIS 2006



NOS AMBITIONS FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX & SOCIAUX

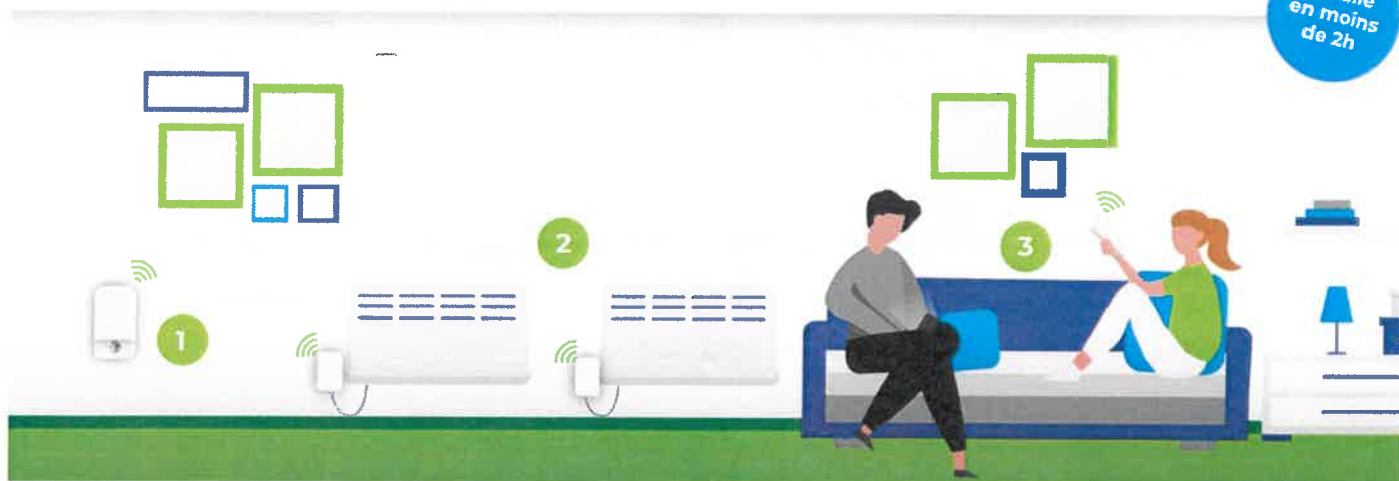


LE PILOTAGE INTELLIGENT DE LA DEMANDE ÉLECTRIQUE UNE ALTERNATIVE RECONNUE À LA PRODUCTION CARBONÉE



INSTALLATION TYPE ET FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF VOLTALIS

Installé
en moins
de 2h



1 Le module de communication
fait la liaison en 4G/2G ou Wifi
entre la plateforme Voltalis, les
modules satellites et MyVoltalis
pour piloter l'installation.

2 Les modules de commande :
installés à côté de chaque
radiateur, ils mesurent leur
consommation en temps réel et
permettent de les programmer et
de les piloter via MyVoltalis.

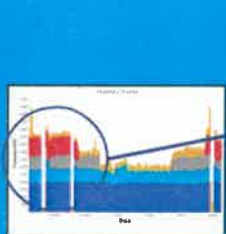
3 L'application MyVoltalis : un
tableau de bord complet de son
logement permettant de suivre
sa consommation et de piloter
son chauffage.

VOLTALIS PERMET DE RÉALISER JUSQU'À 15% D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE TOUT EN PARTICIPANT À LA SÉCURITÉ DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

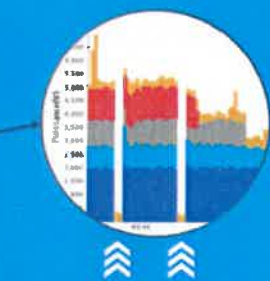
Deux sources d'économies pour les foyers équipés du dispositif Voltalis :

1 Grâce au pilotage intelligent de la consommation opérée par Voltalis

- ✓ Génère des économies d'énergie en réduisant la consommation des appareils flexibles aux moments où le système électrique en a besoin,
- ✓ **SANS impact sur le confort des adhérents**



Courbe de consommation
d'un logement

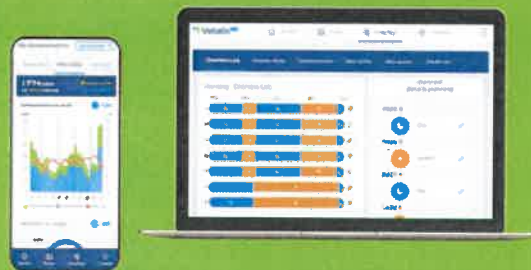


Économies réalisées par Voltalis
en réduisant la consommation
des appareils flexibles



2 Grâce aux services et fonctionnalités de l'espace MyVoltalis

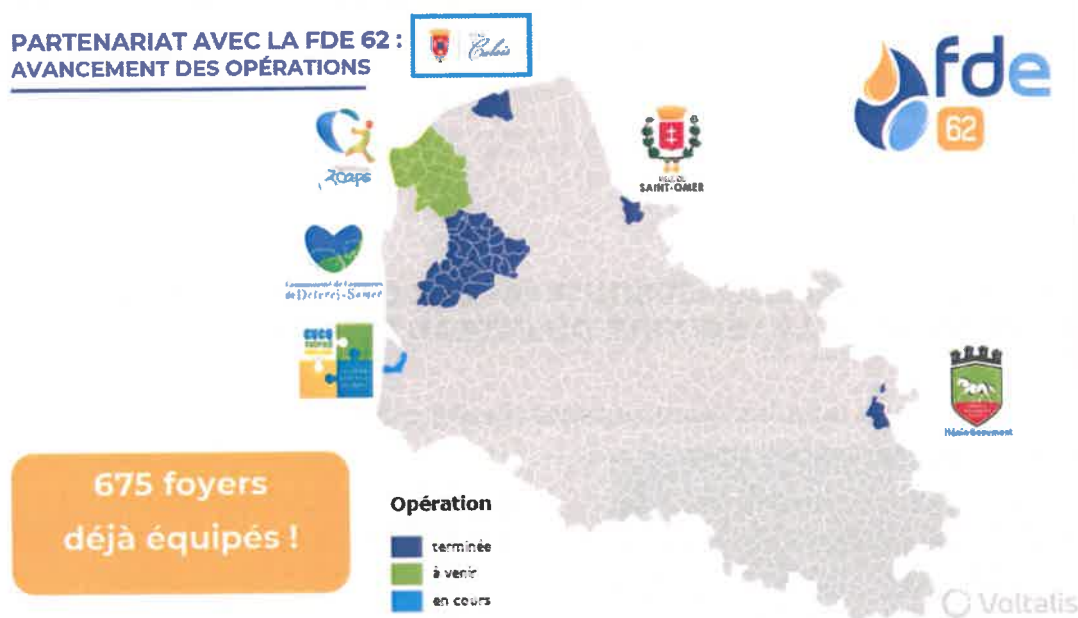
- ✓ Pilotage et programmation du chauffage
- ✓ Suivi détaillé des consommations
- ✓ Permet de comprendre, d'adapter et de mieux maîtriser ses dépenses



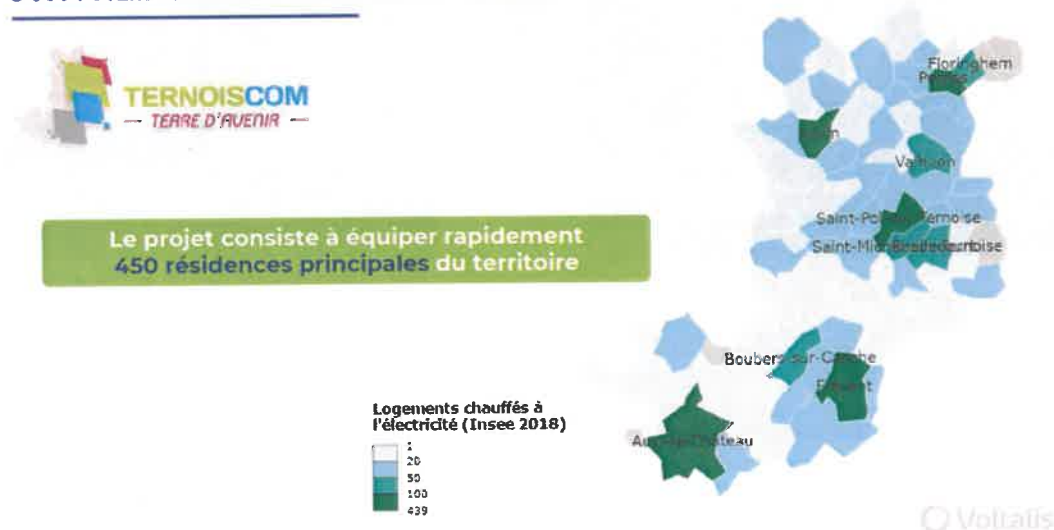
POINTS CLÉS DE L'APPLICATION MYVOLTALIS



PARTENARIAT AVEC LA FDE 62 : AVANCEMENT DES OPÉRATIONS



POTENTIEL DE L'OPÉRATION : 3 000 FOYERS CHAUFFÉS À L'ÉLECTRICITÉ SUR LE TERRITOIRE



POTENTIEL DE L'OPÉRATION : PROJECTION DES GAINS EN CO₂ D'UN PARC DE 450 LOGEMENTS ÉQUIPÉS SUR VOTRE TERRITOIRE

**309 MWh
économisés par an**

**143 tonnes de CO₂
évitées par an**

soit 143 Paris – New-York
en avion pour une personne



LE DÉPLOIEMENT SUR VOTRE TERRITOIRE CAMPAGNE DE COMMUNICATION POUR INFORMER LES HABITANTS

Exemple de plan d'actions

1	2	3	4	5
Courrier de l' élu 	Sites web, réseaux sociaux & magazines 	Parutions presse 	Réunion d'information 	Affichage

En coordination avec vos équipes, Voltalis prend en charge :

- ✓ Les démarches de communication : réunions publiques, création des supports et contenus
- ✓ La mise à disposition de kit de communication avec brèves, articles courts et longs, images...
- ✓ Le séquençage de la campagne et son suivi opérationnel

Voltalis

Un collaborateur de la FDE 62, spécialisé en maîtrise de l'énergie, mutualisé sur l'ensemble du territoire de Ternois Com.

- Un interlocuteur unique pour toutes les questions liées l'énergie ;
- Un collaborateur à proximité des communes, basé sur le Territoire ;
- Un collaborateur accompagné par toute l'équipe de la FDE 62 ;
- Un collaborateur qui travaille sur votre territoire pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre stratégie MDE ;
- Un collaborateur qui travaille avec les différents services en place dans les communes / EPCI (Urbanisme - PCAET - Aménagement - Services Techniques) mais aussi le Département, la Région, le CD2E, le CAUE62..

- Convention FDE62 / Ternois Com du 01/01/2020 au 31/12/2022
- Un interlocuteur unique FDE62 des communes et EPCI pour :
 - Rénovation énergétique de leur patrimoine (bâtiment et éclairage public) dont la réalisation de bilan 3 ans et l'accompagnement dans la détermination de la stratégie
 - Mise en place d'énergies renouvelables
 - Subventions et CEE (validation des pièces techniques)
 - Réalisation d'outils de sensibilisation retour d'expérience (fiches travaux)
 - Participation à des réunions de sensibilisation sur le territoire en partenariat avec Ternois Com
 - Participation à des visites de chantier et à des visites de vitrine
 - Participation à la journée de l'énergie et du développement durable du territoire

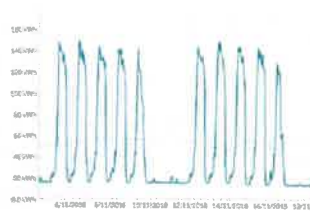
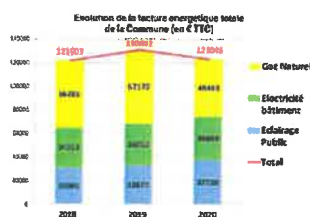


Le Conseiller Energie est au service de l'EPCI / des communes qui décident des actions qui doivent être réalisées sur leur patrimoine

Le Conseiller Energie est formé régulièrement aux évolutions réglementaires au service et bénéfice de vos projets :



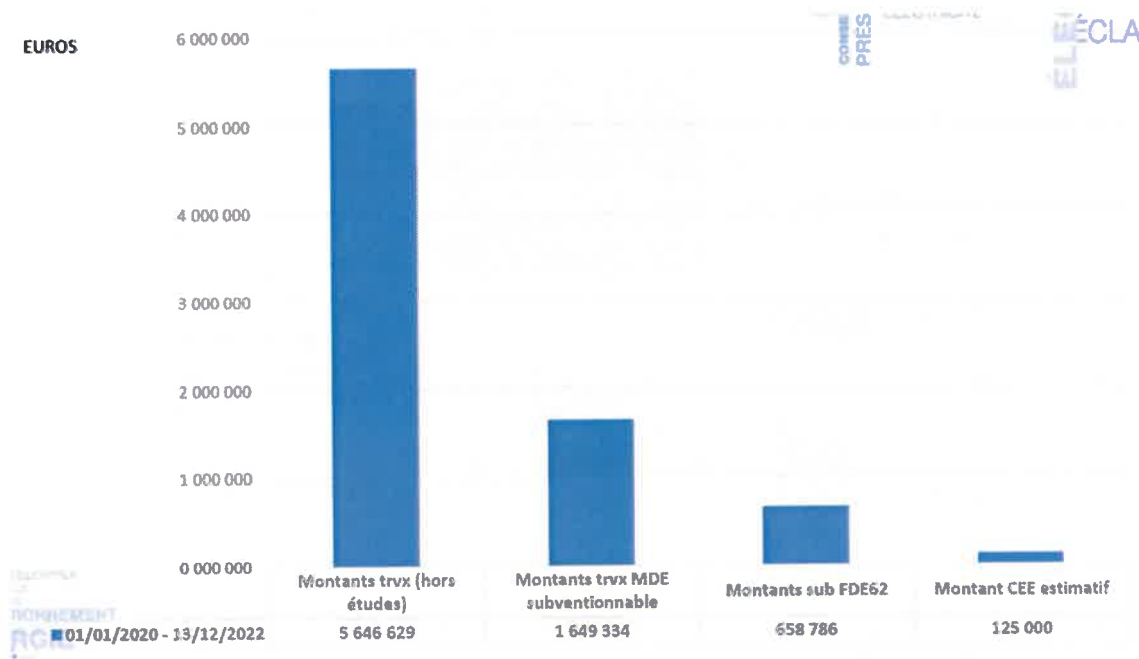
Les outils de la FDE62 au service des communes et de l'EPCI



Votre conseiller est votre disposition pour faire remonter toutes problématiques liées à l'énergie auprès des autres services de la FDE62 :

- Qualité de fourniture (électricité / gaz naturel)
- Problèmes dans l'exécution des travaux (ENEDIS / GRDF)
- Analyse des propositions tarifaires de raccordement
- Groupement de commande achat énergie (électricité / gaz naturel)
- Etude de desserte (électricité / gaz) sur ZAC
- Enfouissement des réseaux

- 246 rendez-vous commune – Prise de contact téléphonique ou en commune avec 91 municipalités
- 32 analyses et suivis énergétiques du patrimoine communal (bilan 3 ans)
- 7 audits bâtiment (+2 en cours de réalisation)
- 13 audits éclairage public
- 13 rénovations globales « basse consommation » en cours ou achevées
- 36 dossiers partiels ou globaux de rénovation d'éclairage public
- 21 travaux « MDE » (chaudières, isolation de toiture, pompe à chaleur, VMC, éclairage LED intérieur, optimisation cahiers des charges etc.)



Depuis **2014**, le service de Conseil en Energie à l'échelle Territoire Com :

- Analyse et suivi énergétique (bilan 3 ans) : 58 communes sur 103
- Audit énergétique de bâtiment communal : 21 communes sur 103
- Audit énergétique de l'éclairage public : 52 communes sur 103
- Rénovation globale SEVE : 69 communes sur 103
- Rénovation globale de bâtiment « BBC » : 21 communes sur 103
- Analyse de potentiel photovoltaïque : 13 bâtiments

- Une pluralité des acteurs et une diversité des projets
- Une approche volontariste de réduction des gaz à effet de serre
- Un engagement dans la maîtrise de la demande en énergie
- Des projets innovants et/ou démonstrateurs

M. BRIDOUX remercie M. ROY pour son intervention et le travail de qualité fourni sur le territoire et lui souhaite une bonne continuation dans le cadre de ses futurs projets professionnels.

DELIBERATION RELATIVE A UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DU PAS DE CALAIS POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN CONSEILLER EN ENERGIE PARTAGE

M. BACHELET, Vice-Président en charge du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) prend la parole.
Par délibération en date du 26 novembre 2019, il avait été décidé d'approuver les conditions et les modalités de mise à disposition du service de conseil en énergie de la Fédération Départementale d'Energie du Pas de Calais au profit de la Communauté de Communes du Ternois et ses communes membres.
Une convention avait été établie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.
Un bilan de celle-ci a été présenté lors du conseil communautaire du 13 décembre 2022.

Il est proposé :

De poursuivre cette démarche en partenariat avec la FDE 62 avec la mise à disposition d'un conseiller en énergie partagé et la mise en œuvre de nouvelles actions présentées dans la convention (les membres du Conseil Communautaire l'ont reçu en annexe), à compter du recrutement du Conseiller en Energie Partagé pour une durée de 3 ans.

D'autoriser le Président à signant l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT ADHESION DE TERNOISCOM AU CEREMA

M. BACHELET, prend à nouveau la parole.
Par courrier en date du 21 octobre 2022, TernoisCom a été informé de l'ouverture officielle de la campagne d'adhésion des EPCI au CEREMA.

Le CEREMA est un opérateur public expert en ingénierie de l'adaptation au changement climatique et de l'aménagement durable des territoires.

L'adhésion au CEREMA apporte les avantages suivants :

- Devenir acteur du premier établissement public expert de l'adaptation au changement climatique
- Disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du CEREMA
- Intégrer le réseau de l'expertise territoriale du CEREMA

- Bénéficier de l'ensemble des ressources spécialisées du CEREMA

En qualité d'adhérent, TernoisCom aura la possibilité de désigner début 2023 les représentants au sein du conseil d'administration et du conseil stratégique du CEREMA, qui seront installés dans le courant du premier semestre 2023. De même, TernoisCom sera appelé à siéger au sein des Comités Régionaux d'Orientations.

L'implication des collectivités territoriales et de leurs groupements au sein du CEREMA, contribuera à l'émergence d'une culture de l'ingénierie commune et au renforcement de l'expertise territoriale au service de l'exercice de vos compétences et de vos projets.

Le montant de la cotisation 2023 est de 0.05€ par habitant, soit de l'ordre 1 899,45€ à partir de la population 2022 (37 989 habitants x 0.05€).

Le montant de la contribution au titre de l'année 2024 sera calculé sur la même base avec un abattement de 50%.

La période initiale court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine d'adhésion.

A l'issue de la période initiale, l'adhésion est renouvelée par tacite reconduction par période d'un an.

Il est proposé :

- D'accepter l'adhésion au CEREMA à compter du 1^{er} janvier 2023 selon les conditions reprises ci-dessus.
- De désigner les représentants de TernoisCom au sein du CEREMA.
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'ELABORATION DU PLUi DE L'AUXILOIS – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

M. HOCHART Vice-Président en charge de l'urbanisme et de la politique de l'habitat prend la parole.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme infra-communautaire de l'Auxilois a été prescrite par délibération en date du 26 novembre 2019.

L'article L151-1 du Code de l'Urbanisme précise que « *le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L10161 à L101.3. Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L131-5. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durable, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes* ».

Le PLUi de l'Auxilois couvre les communes suivantes : Auxi-le-Château, Beauvoir-Wavans, Boffles, Buire-au-Bois, Fontaine l'Étalon, Gennes Ivergny, Haravesnes, Le Ponchel, Noeux-lès-Auxi, Quoeux, Rougefay, Tollent, Vaulx, Villers l'Hôpital, Vitz-sur-Authie, Willencourt.

M. Julien FOURNEZ Responsable du Pôle Aménagement du Territoire prend la parole pour présenter le document dont les Membres du Conseil Communautaire ont reçu un exemplaire. Ce document est la traduction du projet de la communauté de communes pour organiser et développer son territoire. Il est une pièce indispensable et fondamentale du dossier de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, dans la mesure où le règlement (qui contient exclusivement les règles générales et servitudes d'utilisation des sols destinées à sa mise en œuvre), le zonage et les Orientations d'Aménagement et de Programmation devront être cohérents avec son contenu.

Selon l'article L151-5 du Code de l'Urbanisme, ce PADD définit :

- « 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune ;

3° Les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

Le PADD est un document essentiel puisque l'ensemble du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (zonage, règlement et Orientations d'Aménagement et de Programmation) doit être cohérent avec le projet qu'il comporte. Toutefois, le PADD n'est pas opposable aux demandes d'autorisation d'occupation et d'utilisation du sol.

L'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme précise en outre qu' : « *un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme* ».

Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. »

La loi Engagement National pour l'Environnement (dit « Grenelle 2 ») s'est fixée pour objectif d'imposer aux documents locaux (dont SCoT, PLU et PLUi) de déterminer les conditions permettant d'assurer le respect des objectifs du développement durable dans le programme global de développement urbain, social, économique des territoires concernés et dans leur manière d'appréhender les problématiques du « développement durable » [réduction des GES (Gaz à effet de serre), gestion de la mobilité, gestion des ressources naturelles, prise en compte des risques naturels, gestion de la biodiversité,...].

Le projet du PADD du PLUi de l'Auxilois suivant tient compte de cette exigence réglementaire.

A la suite de la présentation aux communes du document finalisé en date du 15 Septembre 2022, le projet du PADD a été transmis dans chaque commune pour débat.

Les remarques principales sont les suivantes :

Communes	Remarques / Questionnements
Auxi-le-Château (2)	Rôle de centralité de la commune d'Auxi-le-Château affirmé par son objectif de croissance de 10% à 2033.
	La mobilité est une problématique centrale, notamment d'accès à la gare et au-delà, de réponse aux enjeux de mobilité pour les habitants. Il est demandé d'élargir la vision des mobilités pour créer plus de liaisons vers le département de la Somme.
Beauvoir-Wavans (4)	Problématique d'agrandissement du camping existant et de la reprise de ce projet dans le PLUi conformément à la volonté communale qui s'est exprimée favorablement sur ce projet par délibération le 18.07.22.
	Expression d'un non-sens dans l'axe 1-orientation 3 par le développement de l'urbanisation en limitant les extensions.
	Il est noté que la volonté inscrite au PLUi « d'aérer les villages » semble compliquée dans une tendance aux parcelles de plus en plus petites. De plus, la règle des 60m caractérisant les dents creuses empêche cet objectif.
	Souhait d'inscrire au débat les parcelles à faire partie des extensions souhaitées : « <i>Sont demandées en autorisation d'extension les parcelles ZC 27 pour l'agrandissement du camping, AC 102 pour l'entreprise de maçonnerie Boucher Francis et fils, AE 132, en totalité. Les parcelles ZE 228 et ZE 229 sur la profondeur des autres habitations.</i> »
Buire-au-Bois (7)	Souhait affirmé de tenir compte de la liberté et du respect du choix des personnes âgées de vivre dans leur logement au sein de leur village dont ils sont propriétaires et attachés.
	Expression du besoin de liberté pour disposer de ses plantations dans sa propriété, en ayant pour objectif d'aménager les terrains concernés (renouvellement ou déplacement des plantations), et dans une volonté de maintenir un équilibre écologique et les espaces destinés à l'agriculture.

	Permettre le renouvellement de la population des villages et son rajeunissement en laissant le libre choix sur la surface jugée « adaptée » pour acquérir et implanter les résidences (objectif de qualité de vie à la campagne).
	Problématique de classification de certaines dents creuses comme potentiellement constructibles alors qu'elles ne feront pas l'objet de ventes, ce qui accentuera de fait l'exode rural.
	Souhait affirmé de soutenir le développement touristique en zone rurale comme axe prioritaire de développement économique et de revitalisation des villages, pour notamment accentuer la valorisation des nombreux atouts recherchés par les touristes actuellement.
	Volonté de remettre la classification « fossé » et non de « rivière » sur les plans et relevés cadastraux. Des cours d'eaux, voire des ruisseaux, sont selon la commune mal identifiés. Il serait utile de renommer voire de classer ses ruisseaux ou rivières non identifiés.
	Redynamiser l'économie locale est prioritaire, en particulier le bourg centre et les centres du village pour en faire des lieux vivants d'échanges et d'activités économiques et humaines, en y adjoignant les moyens nécessaires pour la réussite des développements.
	Favoriser le financement de la mobilité verte courte distance, en particulier en subventionnant l'achat de vélos à assistance électrique.
Gennes Ivergny	Volonté de réduire le périmètre de protection lié au manoir (répertorié bâtiment historique) de 500m actuellement à 250 mètres.
Haravesnes	Affirmation d'une priorisation des orientations du PADD dans les actions à mener (sachant que la commune estime que l'ensemble des orientations ne peuvent être réalisable dans l'immédiat) : Axe 1 : Orientation 3 et 6 / Axe 2 : Orientation 1 et 4 / Axe 3 : Orientation 5 Axe 4 : Orientation 3 et 5 / Axe 5 : Orientation 2 et 4.
Le Ponchel	Accord sur le zonage et les documents de travail présentant les terrains ouverts à la construction
Noeux-lès-Auxi (6)	Sur la problématique foncière, la surface artificialisée devrait correspondre uniquement à la surface de la maison, des dépendances et des chemins d'accès, la surface végétalisée (jardin, parterres) ne devrait pas être décomptée. De plus, un terrain situé dans la zone urbanisée où une maison était construite et dont il reste les fondations devrait demeurer « terrain constructible ».
	Les dents creuses ne devraient pas être systématiquement reprise « constructibles ». Certaines d'entre elles sont en effet de véritables espaces verts qu'il y a lieu de préserver.
	Demande à ce que les terrains en friche, pour lesquels il n'y a pas de déprise agricole et situés en zone urbanisée, soient considéré comme constructibles au-delà de la limite des 60m.
	Le rapport entre la part de logements vacants entre le bourg-centre (forte) et les communes rurales (faibles) devraient octroyer des parcelles constructibles supplémentaires pour les villages. Il est indiqué que la demande est soutenue pour l'accueil de nouveaux habitants, notamment depuis la crise sanitaire. Il faudrait anticiper l'accroissement de cette demande en lien avec les prochaines crises.
	La viabilisation des réseaux (eau, électricité, éclairage) devrait constituer un critère de constructibilité sur l'intégralité des zones concernées même après la dernière maison (notamment si l'un des côtés de la rue est déjà bâti) ».
	La limitation des surfaces constructibles à l'intérieur des villages est préjudiciable, notamment dans le cas où les terrains sont disponibles sans nuire à l'activité agricole. De plus, nombre des terrains retenus dans la partie constructible seront de fait non vendus. La proposition d'un compte foncier communal sur la consommation réelle est proposée pour mieux appréhender ce sujet.

Quoeux Haut Maisnil	La commune indique qu'environ 15 terrains à bâtir ont été recensés mais que cette décision pourra être revue dans le futur.
Vaulx	Les orientations spécifiquement abordées par la commune sont : -l'axe 3 (orientation 5) : aménager une aire de co-voiturage -l'axe 5 (orientation 2) : préserver la ressource et la qualité de l'eau -la modération de la consommation d'espace par rapport aux directives du SCoT
Vitz -sur-Authie (2)	La dimension contraignante du document est posée. Le conseil municipal indique que ce sont principalement « des vœux et tendance à tenir ». Pour la commune, il y a une zone Natura 2000 (marais) à préserver.
	Questionnement sur la durée de validité du PADD. La commune indique que c'est « environ 10 ans et révisé régulièrement ». Il est également indiqué que d'ici 2050, l'objectif sera le « zéro artificialisation des sols ».

Les communes de Boffles, Fontaine l'Etalon, Villers l'hôpital et Willencourt n'ont pas émis de remarques particulières.

Les délibérations des communes de Rougefay et Tollent n'ont pas été réceptionnées par l'intercommunalité.

A la suite de la présentation du PADD, de l'exposé des débats communaux et des réponses apportées, il est proposé au Conseil Communautaire de l'intercommunalité de débattre des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable de l'Auxillois pour tenir compte des remarques des communes.

Les orientations générales du PADD s'articulent autour des cinq axes déclinés en 28 orientations :

- **Axe 1 : Projet d'Aménagement, d'Urbanisme et d'Habitat**

- Orientation 1 : Conforter la place d'Auxi-le-Château en tant que pôle d'équilibre,
- Orientation 2 : Valoriser le cadre de vie rural et insuffler une dynamique démographique au sein des communes village,
- Orientation 3 : Maitriser le développement urbain en exploitant le potentiel de densification existant, tout en protégeant les espaces agricoles et naturels,
- Orientation 4 : Assurer une production de logements diversifiés,
- Orientation 5 : Développer l'offre d'équipement de manière cohérente et coordonnée afin d'assurer une bonne couverture du territoire.
- Orientation 6 : Assurer le développement sécuriser des communes en prenant en compte les risques environnementaux sur le territoire.

- **Axe 2 : Politique de développement économique, des communications numériques, de l'équipement commercial et des loisirs**

- Orientation 1 : Soutenir, pérenniser et permettre la diversification de l'activité agricole,
- Orientation 2 : Conforter le développement économique de la zone d'activité d'Auxi-le-Château,
- Orientation 3 : Préserver et développer le commerce de proximité afin d'apporter une complémentarité avec la zone d'activité d'Auxi-le-Château,
- Orientation 4 : Assurer le développement et la valorisation des activités touristiques,
- Orientation 5 : Conforter l'offre en hébergement touristique,
- Orientation 6 : Améliorer la couverture numérique.

- **Axe 3 : Projet de transport et de déplacement**

- Orientation 1 : Intégrer les axes principaux dans la logique d'aménagement du territoire,
- Orientation 2 : Préserver, valoriser et développer la mobilité douce sur le territoire,
- Orientation 3 : Intégrer l'offre de transport collectif dans les nouvelles opérations,
- Orientation 4 : Bénéficier d'une politique de stationnement adaptée sur le territoire,
- Orientation 5 : Favoriser le développement du covoiturage,
- Orientation 6 : Veiller à développer des systèmes de réduction de vitesse.

- **Axe 4 : Projet de protection du paysage et du patrimoine**

- Orientation 1 : Préserver et développer les espaces de nature dans les communes,
- Orientation 2 : Conserver les perspectives visuelles,
- Orientation 3 : Préserver le patrimoine bâti,
- Orientation 4 : Préserver les entités paysagères,
- Orientation 5 : Préserver et valoriser les auréoles bocagères,
- Mener des actions sur les entrées de village et les valoriser.

- **Axe 5 : Projet de protection des espaces naturels, agricoles, forestiers et de préservations des continuités écologiques**

- Orientation 1 : Protéger les espaces naturels sensibles,
- Orientation 2 : Préserver la ressource en eau,
- Orientation 3 : Préserver et assurer les continuités écologiques,
- Orientation 4 : Permettre la transition énergétique et améliorer la qualité de l'air.

Le projet d'Aménagement et de Développement Durable fixe également des objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain par rapport aux dix dernières années.

Conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Communautaire doit débattre des orientations générales du Projet d'Aménagement et de développement Durable du Plan Local d'Urbanisme Infra-communautaire de l'Auxilois.

Il est proposé :

De prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales du PADD de l'Auxilois.

De tenir compte des remarques et des observations émises par les Conseils Municipaux des 16 communes concernées.
D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A UN LANCEMENT DE PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE SUR LES TERRES AGRICOLES NECESSAIRES A LA CONSTITUTION DE LA ZONE D'ACTIVITES DE ST POL NORD

M. BRIDOUX rappelle que par délibération en date du 06 mars 2013, le Conseil Communautaire a décidé de reconnaître d'intérêt communautaire un périmètre situé route d'Ostreville à St Pol sur Ternoise, aujourd'hui cadastré ZC77 (17 424 m²), ZC91 (1 881m²), ZC134(3 481m²), ZC135(17 346m²), ZC137 (17 442m²), ZC113 (21 746m²), ZC120 (8 528m²), ZC41 (5 074m²), ZC118 (1 392m²), ZC151 (15 539m²), ZC140 (5 860m²), ZC143 (3 447m²) et ZC146 (1 151m²) d'une superficie totale de 12 hectares 03 ares 11 centiares ceci afin d'y développer une future zone d'activités artisanale et industrielle en complément de la zone industrielle existante en mitoyenneté.



Pour permettre la viabilisation et la création de cette nouvelle zone d'activités, indispensable au développement économique du territoire, il s'avère nécessaire de procéder à l'acquisition de l'ensemble des parcelles concernées.

A ce jour, TERNOISCOM est propriétaire des parcelles ZC151, ZC140, ZC143 et ZC146.

Les autres parcelles restent à acquérir.

La volonté de l'intercommunalité est d'essayer de trouver un terrain d'entente avec les propriétaires et les exploitants concernés en recherchant des solutions visant à préserver l'outil de production des agriculteurs concernés en procédant à des échanges de terres mises en réserve foncière dans le cadre d'une convention avec la SAFER Flandres Artois.

Cette volonté trouve ses limites dans la montée en puissance des prétentions des agriculteurs concernés aboutissant à une incapacité de faire.

Aussi, il apparaît nécessaire de faire reconnaître le caractère d'utilité publique du projet porté par l'intercommunalité.

Deux procédures distinctes mais pouvant être conduites conjointement seraient à engager :

- La première procédure concerne la reconnaissance de l'utilité publique du projet de réalisation d'une nouvelle zone d'activités économiques sur le territoire de la commune de ST POL sur les parcelles ZC77, ZC91, ZC134, ZC135, ZC137, ZC113, ZC120, ZC41, ZC118, ZC151, ZC140, ZC143 et ZC146.
- La seconde procédure qui découle de la première concerne l'enquête parcellaire permettant d'engager le processus de prise de possession des terres par la voie de l'expropriation. Les parcelles concernées sont les suivantes : ZC77, ZC91, ZC134, ZC135, ZC137, ZC113, ZC120, ZC41, ZC118.

Il est proposé :

- D'approuver l'intérêt de développer de nouveaux espaces en vue de la création de la Zone d'Activités, route d'Ostreville au nord de ST POL
- D'approuver l'engagement d'une procédure visant à la reconnaissance de l'utilité publique du projet par l'intercommunalité
- D'approuver le lancement d'une enquête parcellaire permettant de rendre cessible par la voie de l'expropriation les parcelles nécessaires à la constitution de l'assiette de la ZA au nord de ST POL
- D'autoriser le Président à signer les pièces relatives à ce dossier et de prendre toutes dispositions pour conduire cette opération.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération, moins une abstention.

DELIBERATION RELATIVE A L'AMENAGEMENT DE LA RD916

M. BRIDOUX rappelle le contexte :

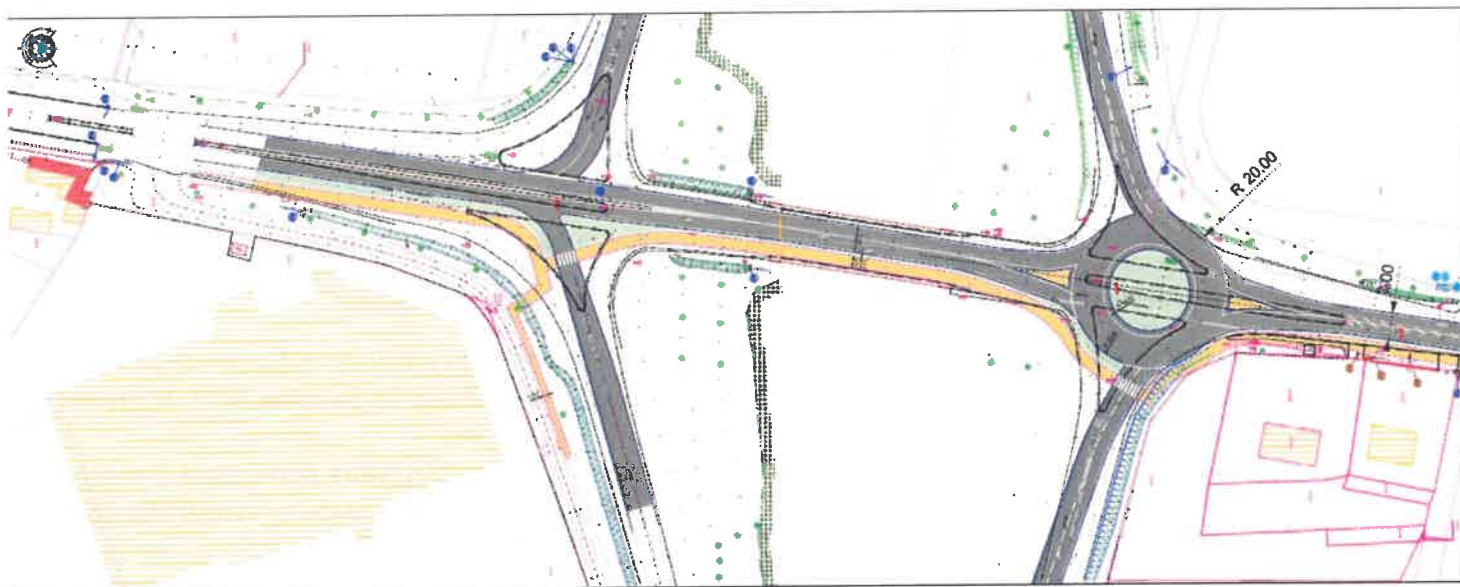
- Souhait de TERNOISCOM de créer une connexion sécurisée pour les piétons entre l'agglomération de ST-POL et la zone d'activités PARC DES MOULINS d'HERLIN LE SEC.
- Configuration des lieux (trottoirs très étroits sur l'ouvrage d'art + cohabitation avec des véhicules roulant à plus de 50km/h dont des poids-lourds + 4 bretelles à traverser pour les piétons en pleine de zone de prise de vitesse pour certaines + secteur sans éclairage situé hors agglomération)
- Implantation d'une nouvelle gendarmerie le long de la RD916 en sortie d'agglomération, soutenue par la Ville et par la TERNOISCOM

Il y a donc nécessité de réfléchir de manière globale à un aménagement de la RD916 et des connexions des bretelles de la RD939 avec cette dernière permettant de donner un caractère plus urbain à cette section de RD916 (entrée de ville sud de ST-POL).

Ce caractère plus urbain doit permettre d'établir une liaison de manière sécurisée de la partie urbanisée de ST-POL à la zone d'HERLIN-LE-SEC d'une part, et cet aménagement est indispensable pour assurer le développement de la zone.

D'autre part, cela permettra également d'intégrer le projet de nouvelle gendarmerie.

Après plusieurs réunions de travail associant le Département, la Ville de Saint Pol et la gendarmerie, il a été retenu une proposition d'aménagement intégrant une voie verte, l'aménagement du carrefour RD916/bretelle RD939 nord par 1 giratoire et l'aménagement du carrefour RD916/bretelle RD939 sud par un carrefour simple sans tourne-à-gauche



Cette proposition doit encore faire l'objet d'une étude plus approfondie.

Étapes encore à mener avant la validation de la proposition d'aménagement :

- ⇒ Le Département doit étudier la faisabilité d'un tel principe d'aménagement (dont les largeurs de voies)
- ⇒ Le Département doit ensuite valider la faisabilité de fonctionnement d'un tel réaménagement, notamment en termes d'absence de remontée de files sur la RD939. Cette validation devra se faire sur la base d'une étude de trafic plus poussée à réaliser par le bureau d'études mandaté (le Département a fourni les comptages des mouvements tournants)

Suites à donner : Il est donc nécessaire de mandater un bureau d'études pour mener les études nécessaires (proposition d'aménagement + étude de trafic)

Celles-ci consisteraient en :

- Réalisation d'un avant-projet chiffré du projet d'aménagement
- Élaboration des dossiers de demande de subventions
- Réalisation des études de trafic permettant de valider le bon fonctionnement de l'aménagement vis-à-vis de la RD939 (éviter les remontées de files sur cette dernière) et sur la fluidité du trafic sur la RD916 (si aménagement en carrefour giratoire, besoin de bonne réserve de capacité de ces derniers) par le biais notamment d'une simulation dynamique

Il est précisé que les travaux devraient démarrer en 2023 (afin de se coordonner avec les travaux d'assainissement pluvial prévus rue de Canteraine en 2023).

Enfin, le dépôt de permis de construire par Maisons et Cités, le bailleur de la nouvelle gendarmerie, est envisagé pour juin 2023. Il sera nécessaire de transmettre les plans d'aménagement validés par nos 3 collectivités de la RD916 à ce dernier afin qu'il puisse faire une proposition d'aménagement de sa parcelle ZA46 et en particulier sur les accès à la RD916.

Il est proposé :

- D'approuver la proposition d'aménagement de la RD 916 sous réserve de la validation des services du DEPARTEMENT ;
- D'autoriser le Président à engager les études nécessaires dont le coût est estimé à 20.000 €TTC ;
- De créer une nouvelle opération d'investissement « AMENAGEMENT DE LA RD 916 » et d'y inscrire 20.000€ par décision modificative du BP 2022 et prélèvement sur les crédits de dépenses imprévues disponibles ;
- D'autoriser le Président à solliciter l'ensemble des subventions potentielles ;
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à cette affaire.

M. ARMAND, Maire d'Herlincourt insiste sur le fait qu'il faut absolument sécuriser la circulation des piétons et des cyclistes. Il faut en tenir compte lors de la réflexion de cet aménagement.

M. BRIDOUX lui répond que cela est bien prévu.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE

Mme THERET Directrice Générale des Services prend la parole. L'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) créée par l'article 157 de la Loi ELAN est un outil au service de la mise en œuvre d'un projet global de revitalisation de centre-ville.

L'objectif est de mettre un projet territorial intégré et durable, pour moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain de ce territoire, afin d'améliorer son attractivité.

L'ORT prévoit notamment de lutter contre la vacance de logements et des locaux commerciaux et artisanaux ainsi que contre l'habitat indigne, de réhabiliter l'immobilier de loisir, de valoriser les espaces publics et le patrimoine bâti et de réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable.

Élaboré en concertation et en partenariat avec les élus du territoire, les acteurs économiques, techniques et financiers, ce programme est au service des territoires. Il vise à leur donner les moyens d'inventer leur avenir, en s'appuyant sur leurs atouts, à travers la prise en compte de leurs dimensions économique, patrimoine, culturelle et sociale, et en adaptant la nature et l'intensité des appuis en fonction des besoins.

PLUS VALUE D'UNE ORT :

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour assurer le succès de la mise en œuvre de l'ORT et la réalisation des actions inscrites dans la convention.

L'État rappelle que la convention d'opération de revitalisation du territoire permettra notamment :

- Aux investisseurs de bénéficier d'une défiscalisation de leurs investissements pour les opérations d'acquisition de logements locatifs accompagnées de travaux de rénovation (dispositifs Denormandie dans l'ancien).
- Aux commerçants de bénéficier d'assouplissements quant aux conditions d'installations dans les centres-villes de Saint Pol-sur-Ternoise, Frévent, Auxi-le-Château. Cette mesure est accompagnée d'une régulation plus forte des implantations commerciales en périphérie, notamment dans le cadre de la révision/élaboration du SCOT du Ternois 7 Vallées, mais aussi de l'élaboration du PLUI (sectorisé) à l'échelle de la Communauté de Communes du Ternois.

L'État s'engage à désigner au sein de ses services un référent départemental chargé de coordonner l'instruction et le suivi des projets ; à étudier le possible co-financement des actions inscrites dans le plan d'action de la convention qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Les collectivités s'engagent à mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace de l'opération sur le territoire, à ne pas engager de projet de

quelque nature que ce soit (urbanisme réglementaire, opération d'aménagement, etc..) qui viendrait en contradiction avec les orientations du projet.

SIGNATURE D'UNE CONVENTION

Une convention définissant les modalités de mise en œuvre de l'ORT pour une durée de 5 ans devra être signée avant le 31 décembre 2022.

La convention a pour objet :

- de décrire les modalités de mise en œuvre de l'ORT sur les communes de Saint Pol-sur-Ternoise, Frévent, Auxi-le-Château
- d'exposer l'intention des parties de s'inscrire dans cette opération et précise leurs engagements réciproques dans un périmètre délimitant des secteurs d'intervention sur les communes de Saint Pol-sur-Ternoise, Frévent, et Auxi-le-Château, au sein de leur EPCI respective, la Communauté de Communes du Ternois.

Cette convention précisera les fiches actions, les projets qui seront initiés par les communes pour revitaliser leurs centres bourgs.

PRESENTATION :

L'armature territoriale est composée de 3 niveaux de polarités structurantes sur le territoire :

- Une polarité centrale, la commune de Saint-Pol-sur Ternoise : cette polarité est considérée comme une centralité pour la Communauté de Communes du Ternois, du fait de sa situation géographique mais aussi de par la concentration de la majeure partie des emplois, équipements et services. La commune possède une bonne desserte en transports.

- Deux pôles ruraux d'équilibre, les communes de Frévent et d'Auxi le Château qui rayonnent sur un bassin de vie local cohérent, grâce à un certain niveau d'équipements et de services diversifiés. Ce sont les « unités urbaines isolées » définies par l'INSEE.

- Les pôles ruraux de proximité, les communes de Pernes, Anvin et Heuchin qui concentrent quelques fonctions urbaines avec une attractivité locale moindre, le niveau d'équipements et de services permet de répondre aux besoins de proximité.

PERIMETRE ORT DEFINI :

Les périmètres de l'opération de revitalisation de territoire des villes de Saint Pol-sur-Ternoise, Frévent, et d'Auxi-le-Château ont été délimités suite aux échanges tenus lors de réunions de travail (comités techniques) et lors de différentes instances liées aux démarches PVD des communes de Frévent et d'Auxi-le-Château, et lors d'instances technico/politiques pour la commune de Saint Pol-sur-Ternoise.

Les périmètres ont été définis sur la base de 'faisceau d'indices' intégrant notamment

- o la présence de friches offrant des opportunités pour le développement de logements, le repérage de la vacance commerce et habitat, les bâtiments et immeubles anciens qui nécessitent des rénovations
- o La mixité fonctionnelle des centres villes à conserver et à consolider (mise en système du centre-ville sur les fonctions Commerce, habitat, services, en lien avec la mobilité décarbonée ...) la présence des services publics, la dimension patrimoniale.

5 AXES COMMUNS pour redynamiser les centres-villes de Auxi le Château, Frévent et Saint Pol sur Ternoise.

Axe 1 – **Habitat** : de la réhabilitation à la restructuration, vers une offre attractive de l'habitat du centre-ville

Axe 2 – **Economie et Commerce** : favoriser un développement économique et commercial équilibré

Axe 3 – **Mobilité** : développer l'accessibilité, la mobilité décarbonée et les connexions

Axe 4 – **Patrimoine et Tourisme** : mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine

Axe 5 – **Cadre de Vie** : fournir l'accès aux équipements et services publics

Les 5 axes intègrent la notion de transversalité que sont la transition énergétique, l'écologie, l'innovation, le numérique et l'animation du centre-ville.

Thématique Axe 1 - Habitat

	Forces	Faiblesses	SWOT	Opportunités	Menaces
ST-POL-SUR-TERNOISE	<ul style="list-style-type: none"> une organisation sur une faible emprise spatiale prix de l'immobilier 'abordable' 	<ul style="list-style-type: none"> pas de réel identité dans le bâti un fort taux de vacance un parc de logement ancien vétusté des logements (conformité des logements) un parc locatif insuffisant Périmètre ABF 		<ul style="list-style-type: none"> ville à la campagne OPAH RR desserte routière réhabilitation du parc existant Accompagner les nouveaux modes d'habiter La 'prim' rénov' (avec complément financier de la CC Ternois com') 	<ul style="list-style-type: none"> une perte de population vacance structurelle (biens immobiliers peu gérés par leurs propriétaires) un risque important de voir le parc de logements se dégrader Précarité énergétique des logements
FREVENT	<ul style="list-style-type: none"> Prix d'achat ou de location attractif Taille des habitations et terrains attractifs Offre d'habitat pour personnes âgées attractive 	<ul style="list-style-type: none"> Taux important de logements insalubres Taux important de logements énergivores Vacance importante Coût des travaux de rénovation trop important Logements en centre-ville petits et en mauvais état 		<ul style="list-style-type: none"> Typologie des bâtiments attractif pour les familles et personnes âgées Aides à la rénovation énergétique des habitations Cadre rural attractif Ventes de biens immobiliers en augmentation -> augmentation de l'attractivité 	<ul style="list-style-type: none"> Dégradation de l'habitat privatif Fuite de la population locale Diminution de la population de la ville Dégradation de l'image du centre-ville
AUXI-LE-CHÂTEAU	<ul style="list-style-type: none"> Richesse patrimoniale du bâti L'architecture constitue l'identité d'Auxi Densité intéressante de logement, bcp de logements disponibles à la vente ou à la location Prix d'achat plus faible que dans l'ensemble du territoire, donc attractif Présence d'un outil de conservation du patrimoine architectural = SPR 	<ul style="list-style-type: none"> Fort taux de vacance Ancienneté du parc de logement = complexe à adapter aux modes de vie actuels Vétusté et non-conformité des logements = passoires énergétiques Manque de données autour de la vacance sur la commune Pas assez de mixité dans l'offre locative Inadaptée pour une personne vivant seule (logement trop grand et trop cher) et pour les familles (surfaces trop petites) Pas bcp de jardins ou d'extérieurs en centre-ville Problématique du manque de terrains disponibles pour la construction (zones humides, zéro artificialisation) 		<ul style="list-style-type: none"> Tendance à l'attractivité du cadre rural et du cadre de vie Présence de nbr services et commerces de proximité Bonne desserte routière Aides financières pour la rénovation énergétique Présence d'une OPAH RR Présence d'artisans de la construction sur la commune = économie locale Aides financières liées au SPR Présence de l'ancienne gendarmerie = friche à réhabilitation 	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'intérêt des propriétaires pour leurs biens immobiliers = vacance dite structurelle La commune n'a pas la compétence habitat = difficulté de gestion et procédure administrative Possibles lourdeurs administratives dans le domaine de l'urbanisme Durcissement de la réglementation en matière de constructibilité (zéro artificialisation, loi climat et résilience)

Thématique Axe 2 - Economie Commerce

	Forces	Faiblesses	SWOT	Opportunités	Menaces
ST-POL-SUR-TERNOISE	<ul style="list-style-type: none"> nombreux commerces en centre ville ratio exceptionnel d'un emploi pour chaque habitant présence d'un marché hebdomadaire Nombreuses places de stationnement zone industrielle d'envergure proche du centre-ville (actifs = consommateurs) concentration des commerces non alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> offre faible en hébergement touristique et restauration accès à l'emploi difficile pour les non-motorisés vacance commerciale relativement importante image d'un centre ville assez peu attractif prix à la location des cellules commerciales structuration des cellules commerciales (logement en r+1 du commerce en lien avec le commerce) 		<ul style="list-style-type: none"> zone de chalandise importante et forte attractivité commerciale visibilité importante des commerces du fait des flux de circulation (automobile) démarche 'achetez Ternois' nombreux producteurs locaux Accompagner l'évolution des modes de consommation et aux nouveaux modes de travail (télétravail...) 	<ul style="list-style-type: none"> ne pas prendre le 'virage' numérique : commerce 'phygital' (commerce physique + digital)
FREVENT	<ul style="list-style-type: none"> Passage important de véhicule en centre-ville Présence d'une position structurante (scolaire) qui concentre les populations avoisinantes 	<ul style="list-style-type: none"> Vacance commerciale importante Conversion des friches commerciales en habitations Localisation d'un axe de passage avec un manque de captation du centre-ville de ce potentiel Friches commerciales comportant beaucoup de travaux 		<ul style="list-style-type: none"> Création de 7 commerces en centre-ville Faire arrêter véhicules en centre-ville Diminuer les coûts des travaux via des aides à la rénovation Secteur d'emprise de la ville = 7 518 habitants 	<ul style="list-style-type: none"> Conversion des friches commerciales en habitations Détérioration des friches d'année en année Création d'une rupture de la vitrine marchande en centre-ville Risque de départ retraite et fermeture d'activité
AUXI-LE-CHÂTEAU	<ul style="list-style-type: none"> Nombreux commerces en centre-ville, offre adaptée au nombre d'habitants et aux besoins Présence d'Agiaform qui propose de l'activité industrielle et de l'emploi Présence d'un marché hebdomadaire le samedi Présence d'emplois dans le secteur tertiaire (ADM, maison de retraite, ambulances, AILES, collèges, etc) Offre qualitative liée aux artisans et métiers de bouche (poissonnerie, boucher, etc) Présence de la Zone d'Activité Légère 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de commerce pour la maison, meubles et décoration Pas de restauration qualitative et locale (notamment au niveau du tourisme) Difficultés liées à l'accès à l'emploi au niveau de la mobilité (peu de transport en commun, manque d'équipement automobile, etc) Façades détériorées et/ou abandonnées = mauvaise image du centre-ville Fort taux de vacance commerciale Prix à la location des cellules commerciales trop élevé Structures des cellules commerciales problématiques (logement en R+1 indissociable de la cellule commerciale en RC) 		<ul style="list-style-type: none"> Importante zone de chalandise = attractivité commerciale pour les communs alentours Bonne visibilité car la ville est fortement traversée en centre-ville Aides financières pour la rénovation énergétique Aides financières pour le dvp économique et commercial Clientèle fidèle (approche qualitative) 'Friche Courcy' = projet municipal en cours 	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage important Centre-ville peu sécurisé, trop de trafic et peu d'espace de déambulation piéton et vélo Propriétaires refusant de baisser leur prix de location / vente Choix des propriétaires de reconverter leurs cellules commerciales en logement / déballat = vitrines peu attractives Manque d'organisation et d'action commerciale collective (ex: départ en retraite, reprise de commerce difficile) Isolément commercial de la commune Communication à revoir

Thématique Axe 3 - Mobilité

	Forces	Faiblesses	SWOT	Opportunités	Menaces
ST-POL-SUR-TERNOISE		<ul style="list-style-type: none"> déambulation vélo et piéton compliquée (pas d'usage du vélo) Pas de bornes électriques 		<ul style="list-style-type: none"> intérêts des nouvelles mobilités des habitants (trottinettes, vélos...) accessibilité aux autres polarités des territoires voisins via le train (Arras, Béthune, Hesdin...) Étoile ferroviaire de St Pol 	<ul style="list-style-type: none"> centre ville peu sécurisé au niveau de la circulation (trafic routier) hausse du coût de l'énergie
FREVENT	<ul style="list-style-type: none"> Usages des modes doux déjà important en ville (ex collège) Cadre naturel propice aux activités de loisirs – vélo Sites touristiques attractifs en ville 	<ul style="list-style-type: none"> Trafic élevé en centre ville et aux abords des équipements Absence de signalétique Etat dégradé de la voirie et de certains trottoirs Itinéraires cyclables dangereux Points de ruptures dans les itinéraires 		<ul style="list-style-type: none"> Espace public large pour pouvoir aménager des pistes cyclables Identification des trajets empruntés par la population Parcours de randonnée, GR et voie verte Réflexion à mener sur le covoiturage 	<ul style="list-style-type: none"> Dépendance accrue de la voiture pour travail / déplacement Diminution de la pratique des mobilités douces liée aux conflits d'usages avec la voiture et la non sécurisation des itinéraires
AUXI-LE-CHÂTEAU	<ul style="list-style-type: none"> Offre de transport en commun (3 lignes de bus à préserver et Lien Plus) Usage du vélo existant Nombreuses places de stationnement à proximité du centre-ville (parking de l'Authie, maisonnettes, place HDV, etc) Chausséidou pour l'accès au collège 	<ul style="list-style-type: none"> Peu de pistes cyclables sécurisées pour connecter l'extérieur de la commune vers le centre-ville Espaces piétons trop peu présents au centre-ville = conflit d'usage Pas de garage à vélo sécurisé Manque d'une offre bioéthanol et bornes électriques sur la commune Manque global de signalétique 		<ul style="list-style-type: none"> Futur Hub de la mobilité Sensibilisation et formations autour de la pratique du vélo au sein de l'école et par le VCA Intérêt pour « les nouvelles mobilités » des habitants Présence d'axes routiers principaux Carte interactive de la mobilité par l'ADEFI Etudes sécurisation d'itinéraires cyclables vers le collège du Val d'Authie 	<ul style="list-style-type: none"> Peu d'équipement en termes de vélo au niveau de la population (enquête mobilité PETR) Usage systématique de la voiture pour se déplacer = dépendance à l'automobile Conflits d'usages entre la voiture et les modes doux = non-sécurisation des itinéraires Hausse du coût de l'énergie Individualisme dans l'usage de l'automobile

Thématique Axe 4 – Patrimoine Tourisme

	Forces	Faiblesses	SWOT	Opportunités	Menaces
ST-POL-SUR-TERNOISE	<ul style="list-style-type: none"> Présence de la Ternoise circuit automobile à 5 km 	<ul style="list-style-type: none"> pas de réelle identité dans le bâti Capacité d'hébergement faible Peu de valorisation des équipements de loisirs et de nature 	<ul style="list-style-type: none"> Ville entourée par la "nature" Evènements culturels et de loisirs Tourisme, vecteur de développement économique Lien avec le circuit automobile (actions communes dans le centre ville) Tendance au tourisme de nature et de d'itinérance Nœud touristique (mise en réseau des points touristiques autour de la commune) 	<ul style="list-style-type: none"> concurrence avec les autres communes sur le tourisme 	
FREVENT	<ul style="list-style-type: none"> Nombreux atouts patrimoniaux, touristiques et environnementaux. Atout architectural du centre-ville. Présence de la Canche et des espaces naturels proches du centre-ville. 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise image du centre-ville (vacance commerciale, façades...). Centre-ville non attractif. Entrées de ville non qualitatives Les locaux participent peu aux évènements de la ville. 	<ul style="list-style-type: none"> Rendre la ville attractive en changeant son image. Mise en réseau des atouts patrimoniaux et architecturaux de la ville. Développement d'emplois liés au tourisme. 	<ul style="list-style-type: none"> Le déclin de l'attractivité dû à une mauvaise lisibilité des atouts de la ville. Perte d'activité économique dû à un manque de visiteurs. L'image de la ville qui peut nuire à l'attractivité des évènements organisés. 	
AUXI-LE-CHÂTEAU	<ul style="list-style-type: none"> Présence de l'Authie et de ses berges = patrimoine écologique important + atout cadre de vie Cadre de plein-air et de nature propice à dvp les activités de loisirs Nombreux sites d'intérêt touristique = richesse historique (Eglise St-Martin, Musée, etc) Richesse architectural bâti = patrimoine classé Superposition de zones classés (ZNIEFF, Natura 2000, etc) Bonne capacité d'hébergement (gîtes, airbnb, camping) Nombreux évènements culturels ou de loisirs Présence du village vacances et du camping Présence de sentiers de randonnée pédestres et de l'ancienne voie ferrée Présence d'une réserve naturelle 	<ul style="list-style-type: none"> Signalétique insuffisante, manque de marquage et de modernité aux entrées de ville Manque de visibilité de l'Authie, les habitations tournent le dos au fleuve Peu de moyens humains mobilisés autour du tourisme et du patrimoine Offre de loisirs trop peu développée Pas d'hôtel à proximité Manque de visibilité du point I Manque de restauration de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> Présence du CPIE comme acteur engagé autour de l'écologie et des sports de plein-air Tendance pour l'éco-tourisme, le tourisme d'itinérance, le tourisme de nature, etc Environnement favorable pour créer des classes vertes Situation de la commune intéressante, proximité d'autres points touristiques = possibilité de mise en réseau Tourisme de niche Tourisme nature / plein-air 	<ul style="list-style-type: none"> Nombreux espaces d'intérêt écologiques privés (surfaces boisées) = difficulté de gestion et de préservation Identité touristique d'Auxi-le-Château peu marquée Pas de mise en réseau avec les points touristiques aux alentours Présence très faible dans les publications de l'Office du Tourisme Faible intérêt et participation des habitants aux évènements organisés 	

Thématique Axe 5 – Cadre de vie

	Forces	Faiblesses	SWOT	Opportunités	Menaces
ST-POL-SUR-TERNOISE	<ul style="list-style-type: none">- Ville de petite taille offrant des services d'une ville moyenne- présence de nombreux équipements publics (administratifs, scolaires, santé sportifs...)		<ul style="list-style-type: none">- Accessibilité aux autres polarités des territoires voisins via le train (Arras, Béthune, Hesdin...)- Maison France service - Tiers lieux		
FREVENT	<ul style="list-style-type: none">- Commune installée au cœur d'un écosystème de nature.- Offre d'équipements étoffée.- La ville est située sur un axe de passage important.- Présence de la Canche	<ul style="list-style-type: none">- Les habitants participent peu aux événements.- Offre touristique non lisible.- Equipements vieillissants.- Offre de service moins adaptée à la population vieillissante.	<ul style="list-style-type: none">- Aides à l'installation de praticiens de santé sur la commune (ZIP).- Maintenir et développer des équipements publics de qualité aux habitants pour répondre à des besoins identifiés.- Développer des espaces de loisirs pour les plus jeunes.- Présence de sites naturels à préserver et à intégrer dans une pratique récréative et de santé (Canche).	<ul style="list-style-type: none">- Détérioration des équipements publics.- Défaillance d'offre de service à la personne.- Difficultés d'accès aux services pour la population non mobile.- Détérioration de l'offre d'éducation sur la commune pour le primaire.- Détérioration de la sapinière et de la continuité écologique du milieu	
AUXI-LE-CHÂTEAU	<ul style="list-style-type: none">- Offre de santé sérieuse et développée sur le territoire (maison de santé, pharmacies, etc)- Offre de service de proximité complète (laposte, banque, assurance, etc)- Présence de nombreuses permanences d'organismes extérieures (CAF, etc)- Présence Maison France Service- Présence de deux écoles primaires et d'un collège- Couverture fibre sur l'ensemble de la commune- Présence d'un EHPAD avec une bonne capacité d'accueil et une unité Alzheimer- Tissue associatif bien développé	<ul style="list-style-type: none">- Manque globale de signalétique- Pas de spécialistes avancés de la santé (ophtalmo, etc)- Pas de structure dédiée à la garde d'enfant- Manque de valorisation des équipements de loisirs et de nature- Patrimoine communal important et ancien nécessitant des coûts élevés = difficultés	<ul style="list-style-type: none">- Importante zone de chalandise = services attractifs pour les alentours- Présence des services intercommunaux (Futur tiers-lieu, ENT, médiathèque, etc)- Futur service carte identité et passeport à la mairie- Cadre rural et naturel attractif (Présence de la pâture aux Mille Trous, etc)	<ul style="list-style-type: none">- Associations peu tournées vers l'animation de la commune et de la vie locale- Ancienne gendarmerie vide et inoccupée- Eloignement lycée et enseignement supérieur	

Il est proposé :

D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'ORT sur les communes de ST POL/TERNOISE, FREVENT et AUXI LE CHATEAU.

D'autoriser le Président à signer la convention pour une durée de 5 ans, et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

M. GENELLE, Conseiller Régional et Maire de Siracourt informe les membres de l'assemblée que la Région a validé la semaine dernière un appel à manifestation d'intérêt (AMI) qui pourrait concerner St Pol sur Ternoise, Frévent et Auxi le Château. Il appelle ces communes à se positionner sur cet AMI, afin de bénéficier des fonds de la Région (jusqu'à 1 million d'euros mobilisables sur l'aménagement urbain, du fonctionnement ou de la dynamique commerciale).

DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DES TRAVAUX POUR L'HOTEL DE LA FORMATION A SAINT POL SUR TERNOISE

Mme THERET rappelle que par délibération en date du 29 septembre 2021, il avait été décidé d'approuver le programme de travaux pour l'aménagement de l'Hôtel de la Formation situé dans les anciens locaux de TernoisCom place Mitterrand à ST POL SUR TERNOISE. Elle précise également que ne prendront pas part au vote Mme Danielle VASSEUR, Maire de St Pol sur Ternoise, M. Marc BRIDOUX et M. Henri DEJONGHE, ces derniers étant partie prenante au travers de l'ADEFI et du bâtiment municipal.

Une étude de faisabilité a été réalisée estimant le coût des travaux à 642 000€ HT, hors honoraire, hors mobilier, hors aménagement du 2ème étage.

Des études complémentaires ont été mises en œuvre compte-tenu de la nécessité de réaliser un ascenseur. Le rendu de ces études stipule que la structure de l'ascenseur devra reposer sur des micropieux et un cuvelage devra être réalisé pour assurer l'étanchéité de la cave. Par ailleurs, le coût des matériaux a augmenté depuis 2021. Aussi, il est nécessaire de délibérer pour redéfinir l'enveloppe de l'opération qui s'élèverait désormais à 1 235 640.01€ (honoraires, mobilier, hors aménagement du 2ème étage).

Les subventions auprès des différents financeurs sont sollicitées à savoir : DETR (Etat), ACTES (Région) et Département.

Il est proposé :

D'accepter le nouveau montant des travaux d'aménagement de l'Hôtel de la Formation de ST POL/TERNOISE, à savoir : 1 235 640.01€ (honoraires, mobilier, hors aménagement du 2ème étage).

De solliciter les subventions auprès des différents financeurs.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'ADMISSION EN NON VALEUR ET CREANCES ETEINTES SUR 4 BUDGETS (COLLECTE - PEPINIERE DE FREVENT – ASSAINISSEMENT COLLECTIF GESTION DELEGUEE – BUDGET PRINCIPAL)

Mme THERET prend la parole. Un tableau a été transmis par le comptable public (la Trésorerie de St Pol/Ternoise) concernant les demandes de mise en non-valeur et créances éteintes sur 4 quatre budgets différents, dont l'annexe a été transmis à l'ensemble des conseillers communautaires.

Il est rappelé que les créances admises en non-valeur peuvent encore faire l'objet de recouvrement si le créancier revient à meilleure fortune ou est retrouvé.

Budget collecte (205.13) :

Créances admises en non-valeur pour un montant de 1474.09€ (article 6541) ;

Créances éteintes pour un montant de 294.70 € (article 6542)

Soit un total de 1768.79€

Les crédits inscrits au BP2022 sont suffisants.

Budget Pépinière de Frévent (205.12) :

Créances admises en non-valeur pour un montant de 1691.32€ (article 6541)

Créances éteintes pour un montant de 5366.40€ (article 6542)

Soit un total de 7057.72€

Les crédits inscrits au BP2022 sont insuffisants. Une décision modificative est nécessaire.

Budget Assainissement Collectif Gestion Déléguée (205.08) :

Créances admises en non-valeur pour un montant de 736.37€ (article 6541).

Les crédits inscrits au BP2022 sont insuffisants.

Une décision modificative serait nécessaire, les crédits seront pris sur les dépenses imprévues.

Budget principal (205.00) :

Créances admises en non-valeur pour un montant de 1373.84 € (article 6541).

Les crédits inscrits au BP2022 sont suffisants.

Soit un total de 5275.62€ pour les créances admises en non-valeur et 5661.10€ pour les créances éteintes et toutes créances confondues, **un total général de 10 936.72€**

Il est proposé :

D'accepter toutes les admissions en non-valeur des créances proposées par le comptable, à savoir les créances admises en non-valeur et les créances éteintes sur les différents budgets concernés ;

De prélever les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au BP2022 au 654 (pertes sur créances irrécouvrables), à l'article 6541 pour les créances admises en non-valeur et à l'article 6542 pour les créances éteintes ;

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°4 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF GESTION DELEGUEE (205.08) – ABSENCE DE CREDITS SUR L'ARTICLE 6541 (Créances admises en non valeur)

Mme THERET expose que suite à la délibération prise concernant les admissions en non-valeur des créances proposées par le comptable, et afin de pouvoir passer l'écriture, il est proposé une décision modificative sur le budget assainissement collectif gestion déléguée en section de fonctionnement, en prenant les crédits sur les dépenses imprévues :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2022 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
F/D	Article 022 DEPENSES IMPREVUES	20 000 €	-736.37 €	19 263.63 €
F/D	Article 6541 (Créances admises en non valeur)	0	+ 736.37 €	736.37 €

Il est proposé :

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°1 BUDGET ANNEXE PEPINIERE DE FREVENT (205.12) – INSUFFISANCE DE CREDITS SUR L'ARTICLE 6541 (Créances admises en non-valeur) ET 6542 (Créances éteintes)

Mme THERET expose que suite à la délibération prise concernant les admissions en non-valeur et les créances éteintes des créances proposées par le comptable, et afin de pouvoir passer les écritures, il est proposé une décision modificative sur le budget PEPINIERE DE FREVENT en section de fonctionnement, en prenant les crédits sur le chapitre 011 (charge à caractère général) :

	Imputations	Crédits inscrits au BP2022 + DM	Proposition de modification	Crédits après modification
F/D	Article 60612 ENERGIE ELECTRICITE	12 000 €	-4 057.72 €	7 942.28 €
F/D	Article 60628 Autres fournitures non stockées	1 000 €	-500 €	500 €
F/D	Article 60632 Fournitures de petit équipement	1 000 €	-500 €	500 €
F/D	Article 6541 (Créances admises en non valeur)	2 000 €	-308.68 €	1 691.32 €
F/D	Article 6542 (Créances éteintes)	0 €	+ 5366.40 €	+ 5366.40 €

Il est proposé :

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2 BUDGET ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL (205.14) - TAXE D'AMENAGEMENT & REDEVANCE D'ARCHEOLOGIE POUR EXTENSION DE LA STEP DE LA ZI DE ST POL

Mme THERET expose que TernoisCom a reçu les taxes d'urbanisme à payer, suite au permis de construire déposé ayant pour objet l'extension de la station d'épuration de 65 m2 et la création d'une place de stationnement :

. taxe d'aménagement pour 1437 € ;

. redevance d'archéologie préventive pour 205 €.

Une décision modificative sur le BUDGET ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL en prenant les crédits sur le chapitre 023 (virement à la section d'investissement), est nécessaire :

	Imputations	Crédits inscrits au BP2022 + DM	Proposition de modification	Crédits après modification
D/F	023 - Virement à la section d'investissement	39 558.02 €	- 1 642 €	37 916.02 €
R/I	021 - Virement de la section d'exploitation	39 558.02 €	- 1 642 €	37 916.02 €
D/F	Chapitre 011 (charges à caractère général) 63513 (Autres impôts locaux)	0 €	+ 1 642 €	1 642 €

NB : il n'est pas nécessaire de rééquilibrer la section d'investissement car lors du vote du BP2022 celle-ci a été votée en suréquilibre (+ 236 000 €).

Il est proposé :

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°8 BUDGET PRINCIPAL (205.00) – Remboursement avances sur marché de travaux sur l'opération 925 (Tiers lieu Auxi)

Mme THERET prend la parole. Des avances ont été versées sur le marché de travaux pour le Tiers lieu d'Auxi sur le lot 3 (charpente bois), conformément aux pièces du marché (imputation budgétaire article 238), pour un montant de 29 965.08 €

Lorsque le montant des prestations payées atteint 65% du montant initial du marché, Il est nécessaire de passer les écritures de régularisation, qui sont des écritures d'ordre. Afin de passer ces écritures, une décision modificative est à prévoir (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Il est proposé de prendre la décision modificative suivante :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2022 (avec DM)</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) Article 238 avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0 €	+ 29 965.08 €	+ 29 965.08 €
I/D	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) Article 2313 Constructions	0 €	+ 29 965.08 €	+ 29 965.08 €

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LES FONDS DE CONCOURS

M. RIGOT Vice-Président en charge de la mutualisation rappelle que par délibération en date du 08 Décembre 2021, il avait été décidé d'instaurer un Fonds de Concours Intercommunal et d'approuver son règlement d'attribution sur la base de la Loi Chevènement de 1999, modifiés en 2002 par la loi « Démocratie de proximité » et en 2004 par la loi « Libertés et responsabilités locales ».

Pour rappel, les Fonds de Concours permettent à un EPCI d'apporter directement son financement à la réalisation d'un équipement ne relevant pas de ses compétences.

Après une année de fonctionnement et conformément au règlement intérieur du Fonds de Concours, la commission s'est réunie pour effectuer le bilan de la première année de fonctionnement et proposer d'éventuelles modifications au règlement d'attribution et de gestion du fonds.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L5214-16V, L5215-26 et L5216-5VI,

Vu la délibération du 8 Décembre 2022 instaurant le Fonds de Concours Intercommunal à la Communauté de Communes du Ternois et le règlement annexé à celle-ci,

Vu les propositions de modifications du règlement d'attribution formulées par la Commission Fonds de Concours, réunie le 7 novembre 2022,

Après avis favorable du bureau communautaire en date du 22 Novembre 2022,

Il est proposé :

D'approuver les termes du nouveau règlement d'attribution et de gestion du fonds de concours, applicable à compter du 1er Janvier 2023 et dont l'annexe a été transmise à l'ensemble des Conseillers Communautaires.

D'autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette délibération.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération

Mme THERET prend la parole.

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,

Vu le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique,

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

Vu le fonctionnement et les besoins des services et considérant la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail de plusieurs emplois permanents à temps non complet,

Compte-tenu des besoins des services de la collectivité,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu l'avis du comité technique en date du 02 décembre 2022,

Il est proposé :

A compter du 15 janvier 2023 :

- de modifier la quotité de travail du poste de responsable de l'animation pédagogique pour la sensibilisation des usagers au tri et à la valorisation des déchets à temps non complet (28h hebdo), grade d'attaché territorial, créé par délibération du 29 juin 2022 comme suit : poste à temps complet 35h hebdo.
 - De modifier la quotité de travail du poste de professeur de musique (piano) à temps non complet (12h hebdo), grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe, créé par délibération du 29 juin 2022 comme suit : poste à temps complet 20h hebdo
 - de créer un emploi d'agent administratif pour les services généraux à temps complet (35h hebdo), grade d'adjoint administratif.
- D'autoriser M. le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux modifications de quotité de travail et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.
 - De charger M. le Président de recruter l'agent qui sera affecté à cet emploi, de mettre en œuvre la procédure nécessaire au recrutement et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Les emplois ci-dessus seront susceptibles d'être pourvus par un agent contractuel en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.

2/ De préciser :

- Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois sont inscrits au budget primitif de l'année
- Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Mme THERET prend la parole.

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant l'avis du comité technique en date du 02 décembre 2022 ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

1) DUREE ANNUELLE DU TEMPS DE TRAVAIL

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

2) GARANTIES MINIMALES :

- L'aménagement du temps de travail doit, en toute hypothèse, respecter les garanties minimales ci-dessous :
 - La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
 - La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
 - Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
 - L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.

- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité social territorial, le Président propose à l'assemblée :

3) FIXATION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la communauté de communes et du CIAS du Ternois est fixé à 36h00 par semaine pour l'ensemble des agents (sont exclus les agents relevant du statut particulier du cadre d'emplois des Assistants d'Enseignement Artistique et les agents mis à disposition relevant de l'organisation de la structure d'accueil.

Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, les agents bénéficieront de 6 jours de réduction de temps de travail (ARTT), dont 3 jours collectifs définis en début d'année selon le calendrier annuel pour un agent à temps complet afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Si l'agent n'ouvre pas droit à ARTT (agent à temps non complet par exemple) il devra poser un jour de congé annuel obligatoire ou une journée de récupération (heures compteur) les jours de repos collectifs.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (dont le nombre sera arrondi à la demi-journée supérieure).

Durée hebdomadaire de travail	36h
Nb de jours ARTT pour un agent à temps complet	6 jours
Temps partiel 90%	5.4 jours
Temps partiel 80%	4,8 jours
Temps partiel 70%	4.2 jours
Temps partiel 60%	3.6 jours
Temps partiel 50%	3 jours

4) DETERMINATION DU (OU DES) CYCLE(S) DE TRAVAIL :

Les cycles de travail sont établis en fonction de la réglementation du temps de travail, des modalités définies au sein de la collectivité, selon les besoins des services, selon les fonctions exercées...en accord avec l'autorité territoriale et les responsables de pôle/de service.

Un système automatisé de gestion des temps d'activités avec pointeuse/badgeuse assurera le suivi et le décompte exact du temps de travail accompli par chaque agent.

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, les modalités d'organisation des cycles de travail au sein des services de la Communauté de Communes et du CIAS du Ternois sont les suivantes :

⇒ Cycle de travail standard : services administratifs.

Les agents exerçant des fonctions administratives seront soumis au cycle de travail hebdomadaire suivant : 36 heures (7h12 par jour sur 5 jours) réparties selon une organisation libre et souple au choix de l'agent, en fonction des nécessités de service et en accord avec le responsable de service, sur 5 jours, 4.5 jours, 4 jours (mix possible)

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes et des horaires variables

- Plage précédant la plage fixe de la matinée : 7h30 à 9h
- Plage fixe : 9h à 12h
- Plage méridienne flottante se situant entre les 2 plages fixes de la journée : 12h à 14h d'une durée minimum de 45 minutes

- Plage fixe : 14h à 17h
- Plage se situant après la plage fixe de l'après-midi : 17h à 18h30

⇒ Cycle de travail : accueil du siège et des agences

⇒ Cycle de travail selon les plannings de fonctionnement des structures

Les obligations de service, les plages horaires et les temps de pause sont ceux prévus et définis dans le planning de fonctionnement de la structure susceptible de modulation transmis par le responsable de service en fonction des nécessités et des besoins spécifiques de service et de la nature des missions. (Petite Enfance, Médiathèque, EPN, Maison France Service...)

Les cycles de travail sont définis par service, par unité de travail ou par poste de travail dans le respect des garanties définies par la réglementation et les modalités définies dans la présente délibération.

⇒ Cycle de travail des agents annualisés (service jeunesse, services techniques...)

Les agents concernés sont ceux qui ne peuvent prévoir et répartir mensuellement leur charge de travail. Ils s'inscrivent donc dans un rythme annuel (saison basse/haute ; vacances scolaires/périodes scolaires...) qui permet notamment de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et les libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité mais aussi de maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Le cycle de travail des agents annualisés s'organise sur une moyenne de 36h hebdomadaires par an.

Ils sont définis par service, par unité de travail ou par poste de travail dans le respect des garanties définies par la réglementation et les modalités définies dans la présente délibération.

5) JOURNEE DE SOLIDARITE :

Le nombre d'heures dues au titre de la journée de solidarité (7h pour un agent à temps complet) qui finance des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera réparti sur l'année et presté dans le respect des modalités d'organisation du temps de travail définies dans la présente délibération.

S'agissant des agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, à temps non complet et à temps incomplet, cette journée de travail est proratisée par rapport à la quotité de temps de travail correspondante.

Les dispositions de la présente délibération annulent celles prévues par délibération n°06/28.06.2019 « instauration de la journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées » du 28 juin 2019.

6) HEURES SUPPLEMENTAIRES OU COMPLEMENTAIRES DITES EXCEPTIONNELLES :

Ces heures ne peuvent être effectuées qu'à la demande expresse de l'autorité territoriale ou du responsable de service et sont celles intervenant au-delà des cycles de travail définis.

Les modalités de réalisation et de rémunération ou compensation des heures supplémentaires et complémentaires sont définies par délibération n°08/28.06/2019 « modalités de réalisation et de rémunération des heures supplémentaires » du 28 juin 2019.

Dans le cas de l'octroi d'un repos compensateur, celui-ci devra impérativement être utilisé par l'agent concerné dans le mois qui suit la réalisation des travaux supplémentaires et avec l'accord exprès de l'autorité territoriale ou du responsable de service.

Il est proposé :

- d'adopter les propositions d'organisation du temps de travail ainsi présentées.
- d'autoriser le Président à rédiger et à signer toutes les pièces, documents, conventions s'y rapportant.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION INSTAURANT L'INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL DU DIMANCHE ET DES JOURS FERIES

Mme THERET prend la parole.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu l'arrêté du 19 août 1975 instituant une indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés en faveur des agents communaux,

Vu l'arrêté du 31 décembre 1992 fixant une indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés en faveur des agents territoriaux,

Vu l'avis du comité technique en date du 02 décembre 2022,

Considérant que le personnel de certains services (patrimoine/donjon, piscine...) effectue une partie de leur service le dimanche et parfois même les jours fériés,

Il est proposé :

D'accorder à compter du 1^{er} janvier 2023, l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés d'un montant de 0,74 euros par heure effective de travail pour les agents titulaires, stagiaires, non titulaires affectés aux services patrimoine/donjon et piscine percevront l'indemnité horaire de travail du dimanche et des jours fériés.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget

D'autoriser M. le Président à rédiger et à signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION AUTORISANT ET DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE EN PLACE DU TELETRAVAIL

Mme THERET prend la parole.

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

La transformation numérique a, en quelques années, bouleversé nos modes de vie et produit des effets importants sur le monde du travail. Elle a un impact sur les formes, les conditions et l'organisation du travail et implique de nouveaux modes de production, de collaboration, de méthodes de pensée. Pour l'administration, l'enjeu n'est pas seulement de s'adapter ; c'est aussi d'en tirer pleinement parti tant pour moderniser ses modes de fonctionnement que pour proposer aux agents de meilleures conditions d'exercice de leurs fonctions et aussi d'être une collectivité attractive pour faciliter les recrutements,

Vu l'accord du 13 juillet 2021 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 02 décembre 2022,

Considérant que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Considérant que le télétravail s'adresse à tout agent public, fonctionnaire ou contractuel.

Considérant que la mise en œuvre du télétravail au sein de la collectivité a pour but de :

- Contribuer à une meilleure qualité des conditions de travail, au regard de l'articulation vie professionnelle - vie personnelle,
- Réduire les temps de trajet hebdomadaires, tout en réduisant la fatigue associée,
- Réduire l'absentéisme et diminuer le nombre d'accidents de trajet,
- Favoriser le maintien dans l'emploi pour les personnes en situation de handicap
- Soutenir le développement durable en répondant aux problématiques des déplacements domicile-travail, de la surcharge du trafic routier et des transports en commun, de la réduction d'émission de gaz à effets de serre,
- Favoriser un management basé sur la confiance et une responsabilisation accrue des télétravailleurs,
- Valoriser l'image de l'employeur et soutenir l'attractivité du secteur public
- Soutenir la motivation des agents par un choix sur l'organisation du travail

Considérant que la Communauté de Communes du Ternois souhaite recourir au télétravail,

Considérant que les agents qui exercent leurs fonctions en télétravail doivent bénéficier des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation et doivent disposer d'un cadre d'intervention spécifique,

Au regard de ces éléments, il est donc proposé au conseil communautaire :

- **DE SE PRONONCER SUR LES CONDITIONS ET LES REGLES DE MISE EN ŒUVRE DU TELETRAVAIL** afin de favoriser sa bonne appréhension et utilisation par les services
- **D'INSTAURER LE TELETRAVAIL** au sein de la collectivité
- **DE VALIDER LES CRITERES ET MODALITES D'APPLICATION DU TELETRAVAIL** ci-dessous :

Article 1 : Les principes du télétravail

- Le volontariat : le télétravail doit faire l'objet d'une demande écrite de l'agent et d'une autorisation écrite de la collectivité.
- L'alternance entre travail sur site et télétravail : L'agent doit maintenir une présence minimale sur site d'au moins trois jours, qui vise à garantir le maintien des liens avec l'équipe, les collaborateurs et toute forme de relation professionnelle.
- L'usage des outils numériques de communication.
- La réversibilité, à la demande de l'agent ou de la hiérarchie.

Article 2 : Missions éligibles au télétravail

L'éligibilité au télétravail se détermine par les activités exercées, et non par les postes occupés, ce qui nécessite une réflexion sur l'organisation du travail et sur la nature des missions exercées.

Certaines missions sont par nature incompatibles avec le télétravail dans la mesure où elles impliquent une présence physique sur le lieu de travail habituel et/ou un accueil du public.

D'une manière générale, les activités éligibles au télétravail sont celles pouvant être exercées de façon isolée, sans perturber le bon fonctionnement du service.

Chaque demande fera l'objet d'une étude par l'autorité territoriale, les responsables de pôle et de service.

Certaines activités ne sont pas compatibles avec le télétravail. En sont exclues, notamment :

- Les activités en contact présentiel quotidien avec les usagers :
 - Activités d'accueil, d'accompagnement et/ou de soin de publics spécifiques (petite enfance, jeunesse, CIAS, EPN, Médiathèques, Piscine, Ecole de Musique Intercommunale, portage de repas à domicile, Donjon, évènementiel, Maison France Services)
 - Activités nécessitant un accueil ou une présence physique permanente ou quasi-permanente dans les locaux de la collectivité (accueil du public)

- Les activités pour lesquelles la présence physique ou les équipements techniques sont indispensables (entretien des locaux, travaux de toute nature, travail sur machines ...) : ripeurs, chauffeurs, gardiens de déchetterie, agents d'entretien des bâtiments, agents polyvalents des espaces verts...
- Les activités impliquant l'accomplissement de travaux portant sur des documents confidentiels qui ne peuvent être ni numérisés ni chiffrés ou qui ne peuvent être transportés sans risque de compromettre leur confidentialité, tant que leur dématérialisation n'est pas mise en place (archives, dossier de l'agent...)
- Les activités impliquant l'utilisation de périphériques informatiques ou de matériels spécifiques ne pouvant être déplacés (système d'encaissement...)

Article 3 : Agents concernés

Dans un souci d'équité, le télétravail est ouvert à TOUS LES AGENTS DE LA COLLECTIVITE (fonctionnaires titulaires, stagiaires, en détachement ; contractuels de droit public en CDI ou CDD ; contractuels de droit privé, stagiaires...) :

- de catégories A, B et C
- à temps complet, non complet ou à temps partiel (exerçant au moins à 50%)

SOUS RESERVE DE L'AVIS FAVORABLE DU RESPONSABLE DE SERVICE, DU RESPONSABLE DE PÔLE ET DE L'AUTORITE TERRITORIALE SELON DES CRITERES LIES AUX NECESSITES DE SERVICE ET AUX APTITUDES INDIVIDUELLES DE L'AGENT.

Article 4 : Quotités de télétravail

Dans le cadre de l'expérimentation sur 2023, le télétravail est organisé selon le choix suivant :

4.1. Pour les agents à temps complet ou temps non-complet >28h ou temps partiel de 80% ou 90%

- Une organisation fixe et régulière, allant de 0,5 jour à 1 journée par semaine. Cette journée -ou demi-journée - sera définie selon les nécessités du service et le fonctionnement de celui-ci, en accord avec le responsable hiérarchique.
- Un volume de 10 jours par an à prendre au rythme d'un jour flottant par mois, pouvant être utilisé par journée ou demi-journée. La mobilisation de ce quota de jours flottants est une possibilité et non un droit. Celle-ci a vocation à répondre à un besoin ponctuel de l'agent pour traiter un dossier, pour effectuer une tâche particulière nécessitant un cadre plus favorable à la concentration par exemple. La demande d'utilisation doit être réalisée par écrit au responsable au moins 48h à l'avance et est soumis à l'accord express de celui-ci. Une journée de télétravail flottant mobilisée sans accord hiérarchique préalable sera considérée comme une absence de service fait.

4.2. Pour les agents à temps non complet <28h ou temps partiel compris entre 50% et 80%

- Un volume de 10 jours par an à prendre au rythme d'un jour flottant par mois, pouvant être utilisé par journée ou demi-journée. La mobilisation de ce quota de jours flottants est une possibilité et non un droit. Celle-ci a vocation à répondre à un besoin ponctuel de l'agent pour traiter un dossier, pour effectuer une tâche particulière nécessitant un cadre plus favorable à la concentration par exemple. La demande d'utilisation doit être réalisée par écrit au responsable au moins 48h à l'avance et est soumis à l'accord express de celui-ci. Une journée de télétravail flottant mobilisée sans accord hiérarchique préalable sera considérée comme une absence de service fait.

4.3 Pour un motif médical

Le médecin de prévention ou le médecin du travail peut proposer un aménagement du poste de travail sous la forme d'un recours au télétravail, avec l'accord de l'agent. Le télétravail peut être organisé sur la base d'un rythme hebdomadaire, par quinzaine ou mensuel.

4.4 En cas de circonstances exceptionnelles

En cas de circonstances exceptionnelles durables comme par exemple une pandémie ou une catastrophe naturelle, il sera possible pour l'autorité territoriale d'imposer le télétravail afin de concilier la protection des agents et la continuité du service public.

En cas de situation exceptionnelle (impossibilité pour l'agent de se rendre sur son lieu de travail en raison de routes impraticables par exemple) et au cas par cas, l'autorité territoriale pourra accorder le télétravail si les conditions sont réunies.

Article 5 : Durée de l'autorisation d'exercice des fonctions en télétravail

L'autorisation de télétravailler est accordée pour une durée d'un an renouvelable par décision expresse, sur nouvelle demande de l'agent.

En cas de changement de fonction, l'agent doit présenter une nouvelle demande auprès de sa hiérarchie.

En cas de refus d'une autorisation tout agent pourra saisir le service ressources humaines pour une médiation et le cas échéant la CAP ou la CCP compétente.

Article 6 : Temps de travail

Les dispositions relatives aux durées maximales quotidiennes et hebdomadaires, au temps de pause, à la comptabilisation du temps de travail s'appliquent au télétravail.

Article 7 : Réversibilité du télétravail

Hors circonstances exceptionnelles et télétravail ponctuel, lorsque la collectivité souhaite mettre fin à une autorisation de télétravail, sa décision, communiquée par écrit, doit être précédée d'un entretien et motivée au regard de l'intérêt du service.

L'agent en télétravail n'a pas pour sa part à justifier sa décision de renoncer au bénéfice d'une autorisation de télétravail.

Lorsque l'administration ou un agent décide de mettre fin à une autorisation de télétravail, un délai de prévenance doit être respecté. Ce délai est d'un mois pendant la période d'adaptation (2023) et de deux mois au-delà de cette période.

La réversibilité ne fait pas entrave à une nouvelle demande de recours au télétravail ultérieure.

Article 8 : Lieu d'exercice du télétravail

- Résidence principale de l'agent
- Autre lieu privé
- Tiers-lieu/structure Ternoiscom

L'agent pourra bénéficier d'une autorisation qui couvre plusieurs lieux d'exercice (ex. domicile et tiers-lieu)

Tous les lieux d'exercice du télétravail doivent respecter les conditions de sécurité et de confidentialité inhérentes aux activités du télétravailleur.

Article 9 : Conditions matérielles

Il appartient à la collectivité de fournir à l'agent en télétravail le matériel, les outils numériques et les accès aux serveurs, messageries et logiciels métiers nécessaires pour exercer son activité en télétravail et communiquer avec son supérieur hiérarchique, ses collègues, les usagers ou tout autre interlocuteur dans le cadre de son travail.

Le matériel et l'ensemble des outils mis à la disposition de l'agent sont strictement réservés à une utilisation professionnelle, à défaut, la responsabilité de l'agent pourra être engagée.

Article 10 : Traitement des données professionnelles

La mise en œuvre du télétravail nécessite le respect des règles de sécurité en matière informatique.

Article 11 : Sécurité et protection de la santé

L'employeur est responsable de la protection de la santé et de la sécurité professionnelles du télétravailleur.

Le télétravailleur s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires en matière de santé et de sécurité au travail.

L'agent télétravailleur bénéficie de la même couverture accident, maladie, décès et prévoyance que les autres agents.

Les agents travaillant à leur domicile sont couverts pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur.

Article 12 : La procédure d'autorisation

Une convention sera signée avec l'agent télétravailleur pour arrêter l'ensemble des modalités de mise en œuvre du télétravail.

Article 13 : Formation

En interne ou en externe (CNFPT), dès que possible après la mise en application effective du télétravail, l'agent en télétravail et l'encadrant s'engagent à suivre une formation spécifique au télétravail, en interne ou en externe (CNFPT).

Article 14 : Frais liés au télétravail

La Collectivité prend en charge les coûts liés aux matériels et outils numériques mis à disposition dans le cadre de l'exercice des fonctions en télétravail : matériels, logiciels, licences nécessaires ainsi que la maintenance.

La collectivité ne prend pas en charge les frais suivants :

- Les frais de communication et d'abonnement des lignes personnelles téléphoniques et internet utilisées dans le cadre du télétravail demeurent à la charge de l'agent
- Les frais locatifs éventuels d'un tiers-lieu de type espace de coworking ou de télétravail hors du domicile
- Les frais résultant d'achat de mobilier en vue d'aménager l'espace de télétravail à domicile
- Les frais relatifs aux consommations des fluides (eau, électricité, gaz) liées à l'activité professionnelle en télétravail.

Par ailleurs, la collectivité ne versera aucun complément de rémunération à l'agent en télétravail.

Article 15 : Bilan/évaluation

Le télétravail fait l'objet d'un bilan annuel présenté au comité social territorial et à la formation spécialisée hygiène/sécurité ainsi que d'une évaluation individuelle annuelle lors de l'entretien professionnel de l'agent.

D'IMPUTER au budget les dépenses correspondantes.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION AUTORISANT ET DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE EN PLACE DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Mme THERET prend la parole.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 02 décembre 2022,

Le Compte Epargne Temps est un dispositif qui ouvre aux agents titulaires et contractuels de droit public, à temps complet ou non complet, employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service, la possibilité de capitaliser du temps sur plusieurs années en reportant d'une année sur l'autre des jours de congés,

d'ARTT et sous certaines conditions des repos compensateurs, qui n'ont pu être pris dans l'année pour raisons de service.

La mise en place du Compte Epargne Temps s'impose à l'employeur dès lors que les agents en ont fait la demande.

Par exception à la règle de l'annualité des congés, le compte épargne temps permet à l'agent qui le demande, d'accumuler des droits à congés rémunérés afin de les prendre ultérieurement.

Le Compte Epargne-Temps permet :

- la prise de congés, afin de réaliser un projet personnel, (départ anticipé à la retraite),
- La prise de congés à l'issue de certains congés,
- la rémunération des jours pour augmenter le pouvoir d'achat,
- l'abondement des cotisations au RAFP pour l'obtention d'une meilleure retraite complémentaire.

Après avis favorable du Comité Technique en date du 02 décembre 2022, il est proposé aux membres du conseil communautaire :

- **D'INSTAURER** le compte épargne temps
- **DE VALIDER** les critères et modalités d'application du CET, à savoir :

Article 1 : Les principes du compte épargne temps

- Le CET est ouvert à la demande expresse et écrite de l'agent entre le 1^{er} décembre et le 31 décembre de l'année en cours.
- L'agent ayant ouvert son CET est informé chaque année par la Direction des Ressources Humaines de son solde au 31/12 de l'année en cours, du nombre de jours que contenait son CET le 31/12 de l'année précédente (N-1), du nombre de jours épargnés qui ont été utilisés sous forme de congés
- Le plafond du CET étant fixé à 60 jours, l'agent est informé de l'impossibilité d'épargner des jours supplémentaires au-delà de ce plafond (hormis situation exceptionnelle telle crise sanitaire covid-19)
- Le nombre de congés annuels transférable sur le CET est au maximum de 5 par agents pour un agent à temps complet considérant que le nombre de jours pris au titre de l'année est d'au moins 20 jours
- Les autres jours transférables sur le CET sans limitation sont :
 - Les RTT individuelles,
 - Les jours de fractionnement, accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1^{er} mai au 31 octobre.
 - Les congés exceptionnels
- Les jours de repos compensateurs peuvent alimenter le CET dans la limite du plafond du CET. Sont considérés comme jours de repos compensateurs, la récupération des heures supplémentaires et ainsi que la récupération de celles effectuées dans le cadre des astreintes ou des permanences
- Chaque agent ne dispose que d'un seul compte épargne-temps à l'exception des agents à temps non complet employés par plusieurs collectivités, n'ayant pas les mêmes droits à congé annuel d'une collectivité à l'autre.
- 1 journée posée sur le CET correspond au temps de travail effectif de la collectivité.
- Il n'est pas possible de déposer des ½ journées sur le CET.
- Le CET ne peut être alimenté par le report de congés bonifiés, et par le report de congés annuels, de jours de RTT et, le cas échéant, de repos compensateurs acquis durant les périodes de stage.
- Le CET n'a pas de limite dans le temps, il est clos sur demande écrite de l'agent.

Sont exclus du CET :

- les agents stagiaires
- les agents dont le statut particulier prévoit des obligations de service (professeurs et assistants d'enseignement artistique)
- les contractuels de droit privé (CAE, apprentis ...)
- les assistants maternels
- les agents de droit public en contrat sur une durée inférieure à une année

Article 2 : Utilisation du CET

Les jours accumulés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés **uniquement sous forme de congés**. La collectivité n'autorise pas l'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP des droits épargnés.

L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service et d'un délai de préavis de 8 jours ouvrés.

L'agent peut utiliser son CET dès le 1^{er} jour épargné.

L'utilisation des jours épargnés est sans limite dans le temps.

Il est permis, sous réserve des nécessités de service, d'accoler des jours épargnés sur le CET avec des périodes de congés annuels et des jours RTT.

Il n'y a pas d'obligation de prendre un nombre de jour minimum.

Son utilisation est de plein droit dans les 3 cas suivants :

- à l'issue d'un congé de maternité, d'adoption
- à l'issue d'un congé de paternité
- à l'issue d'un congé de solidarité familiale (anciennement accompagnement d'une personne en fin de vie).

Article 3 : Convention financière

L'autorité territoriale est autorisée à fixer, par convention signée entre les deux employeurs, en cas d'arrivée ou de départ d'agents, les modalités financières de reprise ou de transfert des droits accumulés par un agent au titre de son CET.

Article 4 : Conservation des droits épargnés

L'agent public conserve ses droits à congés acquis au titre du CET en cas de :

- Mobilité : mutation, intégration directe, détachement
- Disponibilité ou de congé parental
- Mise à disposition

Article 5 : Cas particulier de décès de l'agent

Les droits acquis au titre du CET donnent lieu à une indemnisation des ayants droits de l'agent. Les jours épargnés au titre du compte épargne-temps et non utilisés par l'agent décédé donnent lieu à une indemnisation à ses ayants droit, conformément à l'article 10-1 du décret n° 2004-878 du 26.08.2004.

Le montant de l'indemnité est égal au nombre de jours épargnés multiplié par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie statutaire à laquelle appartient l'agent, défini par les articles 7 et 10-1 du même décret n° 2004-878 du 26.08.2004. L'indemnisation des jours accumulés sur le CET, en cas de décès, constitue une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales et les établissements publics même en l'absence d'une délibération prévoyant la monétisation.

Article 6 : Règles de fermeture du compte épargne-temps

Sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le compte épargne temps doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

- **D'AUTORISER** M. le Président à rédiger et signer toutes les pièces et document s'y rapportant.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION AVEC LA CABBALR SUR LE DEVERSEMENT DES EAUX USEES ET L'ADMISSION DES EFFLUENTS DANS LA STEP DE LAPUGNOY

M. RAMON Vice-Président en charge de l'assainissement prend la parole. Certaines habitations de deux secteurs « Chaussée Brunehaut (n° 1-2-3-4-5-6) » et « Les Croisettes (60-60bis-62-64) » sur la commune de FLORINGHEM sont raccordées sur le réseau d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) situé en chaussée, côté Cauchy-à-la-Tour et dont les effluents sont traités à la station d'épuration de Lapugnoy, propriété de la Communauté d'Agglomération ; l'exploitation est assurée par la Société VEOLIA-EAU, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public jusqu'au 31 décembre 2023.

La commune de FLORINGHEM a sollicité auprès de TERNOISCOM la possibilité d'envisager le raccordement de deux constructions « Secteur Chaussée Brunehaut » à ce même réseau.

Après échanges, la CABBALR a donné son accord pour le raccordement de ces deux habitations sur ce réseau. Quant aux extensions futures de réseaux d'assainissement collectif (Eaux usées strict) repris dans le zonage d'assainissement, un avenant au contrat sera à établir.

Il est donc convenu qu'en contre partie du traitement des effluents, la CABBALR percevra une rémunération annuelle, en fonction des volumes estimés consommés, destinés à couvrir les charges d'exploitation liées au système d'assainissement de Lapugnoy :

- Au titre de la collecte et de traitement (Ro) : 0.6642 € HT par m3 consommé
- Au titre du traitement (To) : 0.7368 € HT par m3 consommé.

Soit un total HT de 1.401 € par m3

Ces tarifs sont établis aux conditions économiques du contrat de DSP signé entre la CABBALR et VEOLIA et ce, jusqu'au 31 décembre 2023. Ils seront révisés par avenant à la présente convention, à partir du 1^{er} janvier 2024, selon les conditions économiques du nouveau contrat de délégation de service public, puis révisés annuellement.

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023, elle est conclue pour une durée de 7 ans.

Il est donc proposé :

D'accepter les conditions financières proposées par la CABBALR reprises ci-dessus.

D'accepter les termes de la convention et d'autoriser le Président à signer la convention entre la CABBALR et TernoisCom.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA CONVENTION POUR LA COLLECTE DES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE)

M. FAY Vice-Président en charge de la Collecte, du Tri et du Traitement des Déchets rappelle que par délibération en date du 19 mars 2021, il a été décidé de conventionner avec OCAD3E pour la collecte des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et pour la collecte des lampes usagées.

Par courrier en date du 14 septembre 2022, OCAD3E nous a informé que le contrat est conclu dorénavant entre d'une part la collectivité et d'autre part l'éco-organisme référent, Eco System.

Ce nouveau contrat sera conclu pour une durée courant rétroactivement à compter du 1er juillet 2022 pour se terminer le 31 décembre 2027.

Il est proposé :

D'autoriser le Président à signer l'acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) et pour la collecte des lampes usagées version 2021, mettant fin à la contractualisation avec OCAD3E en date du 30 juin 2022 à minuit.

De signer la convention avec l'organisme ECOSYTEM pour la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), des lampes usagées et le versement de soutiens afférant. Elle s'applique à effet rétroactif partir du 1er juillet 2022, pour une durée de quatre ans et demi, prenant fin le 31 décembre 2026.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA REFORME DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS – PROPOSITION D'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE SAINT POL SUR TERNOISE

Mme GAILLARD Vice-Présidente en charge de l'Enfance prend la parole.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles R2324-30 relatifs au règlement de fonctionnement,

Vu le décret n°2021-1131 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil du jeune enfant du 30/08/2021,

Vu les statuts de la communauté de Communauté du Ternois, et notamment ses mentions relatives aux actions en faveur du secteur de la petite enfance,

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment à la réforme citée ci-dessus, il convient de procéder à :

- La mise en conformité des aménagements des structures d'accueil du jeune (référentiel bâtiminaire) :

Un référentiel bâtiminaire est établi et la réforme implique 7m² par enfant dans chaque établissement et dans les dortoirs, 7m² pour le 1^{er} enfant et 1m² par enfant complémentaire, tous doivent avoir un couchage.

Ces mesures sont déjà appliquées à Heuchin et Frévent.

A Pernes, la surface totale est correcte. Un dortoir est trop petit, il faudra juste changer la fonction des pièces pour que ce soit accepté par la PMI.

Il est également nécessaire de prévoir un espace de stockage pour le matériel (local dans la cour de la crèche).

A Saint-Pol-sur-Ternoise, il y a actuellement 116,56m² pour un accueil de 16 enfants, il faudrait 126m² pour continuer à accueillir 18 enfants.

- La révision du règlement de fonctionnement et du projet d'établissement conformément aux exigences du décret pré-cité
- La réorganisation des équipes dédiées à l'encadrement des enfants conformément aux exigences du décret pré-cité

En tenant compte des exigences réglementaires :

- 1 directeur de multi-accueil: 0,5 ETP (17h30)
- 1 référent technique micro-crèche: 0,2 ETP (7h)
- Continuité de direction par un agent de l'équipe (EJE ou AP)
- 1 Educateur Jeunes Enfants : 0,5 ETP (17h30) par multi-accueil
- 1 RSAI (référent santé et accueil inclusif):
- 20h/an et par multi-accueil dont 4h par trimestre
- 10h/an pour la micro-crèche dont 2h par trimestre
- Analyse de pratique : 6h/an par agent, 2h/quadrimestre = 3 groupes, 3 fois par an

D'autre part, au regard du faible taux de fréquentation de la micro crèche de Saint Pol sur ternoise, créée en 2010, il est nécessaire d'ajuster et de moduler les horaires et le nombre de places attribuées de la manière suivante :

La micro-crèche disparaîtra au profit du fonctionnement du multi-accueil et ce, afin de répondre aux besoins réels des familles :

Ouverture de la structure de 6h à 18 h 30,

Modulation des places d'accueil des enfants :

3 enfants de 6 h à 7 h,

6 enfants de 7 h à 7 h 30,

10 enfants de 7 h 30 à 8 h 30,

18 enfants de 8 h 30 à 17 h,

12 enfants de 17 h à 17 h 30,

6 enfants de 17 h 30 à 18 h 30

Il est donc proposé :

- D'apporter des changements structurels et organisationnels, au sein du service Petite Enfance en corrélation avec la nouvelle réglementation en vigueur comme explicité ci-dessus
- D'apporter les modifications aux projets du service, notamment au projet d'établissement et au règlement de fonctionnement
- D'autoriser le Président à engager les travaux nécessaires
- D'autoriser le Président à solliciter les subventions possibles auprès des différents financeurs
- D'autoriser le Président à signer les documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT PARTICIPATION DE TERNOISCOM A L'OUVERTURE D'UN CENTRE D'ACCUEIL DES AUTEURS DE VIOLENCES CONJUGALES

M. BRIDOUX expose aux Conseillers Communautaires que la lutte contre les violences intrafamiliales est un enjeu de premier ordre dans le Pas de Calais qui nécessite une mobilisation renforcée des services de l'Etat, des collectivités et des partenaires institutionnels ou associatifs.

Le département a été précurseur en matière d'éviction des auteurs de violences intrafamiliales grâce à la création en 2008 du « Home des Rosatis » qui associe une prise en charge socio-éducative et une responsabilisation psychothérapeutique.

Un projet d'extension de ce dispositif est à l'étude sur le secteur du Ternois où le besoin est régulièrement exprimé et reconnu. L'Abbaye de Belval a été identifiée comme potentiel lieu d'accueil pour quatre places d'hébergement à titre expérimental.

Les services de l'Etat sont disposés à soutenir financièrement ce projet qui a démontré son efficacité dans le secteur de l'Arrageois. Cependant, son aboutissement nécessite également un engagement des collectivités territoriales, à savoir TernoisCom.

Par courrier du Préfet reçu dans nos services en date du 05 décembre 2022, il est précisé qu'à ce stade le volet socio-éducatif de responsabilisation est assuré budgétairement. L'ASA et l'ASEJ ont obtenu une subvention de 45 000€ chacune, soit l'équivalent d'un ETP chargé, par les crédits régionaux des droits des femmes.

Concernant l'hébergement, des premiers éléments budgétaires ont été produits par l'Abbaye de Belval. Le coût annuel de la place est de 8 132€, soit un coût total de 32 528€. L'évaluation des frais d'investissement (électroménager, petit mobilier et travaux) est en cours d'ajustement. Ils sont estimés entre 2 500€ et 3 700€. Une mise en service au 1^{er} avril 2023 porterait le coût de l'exercice 2023 à 28 096€ dans sa version haute.

Le Préfet du Pas de Calais est en mesure de mobiliser le FIPD sur le projet à hauteur de 15 000€ sur la programmation 2023, sous réserve de présentation d'un dossier par l'Association de l'Abbaye de Belval et d'un cofinancement complémentaire de TernoisCom.

Il est proposé :

- De soutenir l'expérimentation pour la mise en place de quatre places d'hébergement à l'Abbaye de Belval
- D'apporter un financement pour 2023 d'un montant correspondant au coût déduction faite du FIPD accordé et dans la limite de 15 000€
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération, moins 2 abstentions.

DELIBERATION RELATIVE AU PROJET D'ETABLISSEMENT 2022-2027 – ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE

M. HOSTYN, Vice-Président en charge de la Culture rappelle que par délibération en date du 28 juin 2017, le Conseil Communautaire de la CC du Ternois avait adopté un projet d'établissement 2017-2021 pour l'Ecole de Musique Intercommunale.

Le projet d'établissement est un document qui décline le choix et les actions pédagogiques et artistiques, les plus pertinentes pour mener à bien une politique en faveur du développement et de l'évolution envisagée, des pratiques musicales et artistiques.

Cette politique tient compte des réalités sociologiques, économiques et culturelles de notre territoire, avec l'appui des différents acteurs et partenaires existants ou potentiels (en particulier les établissements relevant de l'Education Nationale, les autres structures en charge des pratiques amateurs ou préprofessionnelles) ainsi que les lieux de diffusion et de création.

Ce document est rendu obligatoire par le ministère de la Culture pour prétendre au classement de l'établissement en Conservatoire à Rayonnement Intercommunal.

Il convient donc d'établir un nouveau projet d'établissement 2022-2027 dans le cadre de la politique mise en œuvre par la Communauté de Communes du Ternois en matière de culture et d'éducation artistique.

Aussi, Il est proposé :

D'APPROUVER le projet d'établissement pour la période 2022-2027 de l'Ecole de Musique Intercommunale du Ternois dont les Membres du Conseil Communautaire ont reçu un exemplaire

D'AUTORISER le Président à prendre les décisions concernant la mise en œuvre de ce projet.

D'AUTORISER le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU PROJET DE TIERS-LIEU CULTUREL DE SAINT POL SUR TERNOISE

M. HOSTYN reprend la parole et rappelle que par délibération en date du 29/07/2020, il avait été décidé d'acquérir le bâtiment de l'ex-supermarché LIDL situé Place Mitterrand à St Pol sur Ternoise pour y créer un Tiers Lieu Culturel pouvant regrouper notamment Médiathèque, Espace Numérique, FABLAB et espaces de coworking...

Après échanges avec les partenaires que sont le Département et la DRAC, principaux financeurs potentiels du projet, il s'avère nécessaire d'établir en amont une étude de programmation pour la définition d'une politique communautaire d'une part et la mise en réseau dans le domaine de la lecture publique en vue de la mise en place d'un contrat territoire-lecture, d'autre part.

En partenariat, le cahier des charges de cette étude a été élaboré et à l'issue de la consultation, le cabinet d'études JIGSAW de Senlis (ex-cabinet d'études PUZZLE) a remis la meilleure offre répondant à la mission pour un coût de 42 825€ HT.

La DRAC a accordé un financement de 20 000€ déjà perçu.

A ce titre, il est proposé :

- D'engager l'étude de programmation décrite ci-dessus.
- De solliciter les financements possibles pour la réalisation de ce projet.
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble de ces documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION CONFIAIT A LA SPL ARRAS PAYS D'ARTOIS LA GESTION DU TOURISME DU TERNOIS ET DE L'OFFICE DU TOURISME DE SAINT POL SUR TERNOISE DU DONJON DE BOURS, DE SES ABORDS ET DE LA MAISON D'ACCUEIL DU DONJON

M. BRIDOUX rappelle qu'un mail en date du 25 novembre dernier a été envoyé à destination des élus, en vue de délocaliser certains spectacles sur les communes du territoire. Si des communes sont intéressées pour accueillir ces spectacles, elles peuvent toujours candidater auprès de Marine MONTEL, Responsable du Service Culture.

M. MELIN Vice-Président en charge du Tourisme et du Patrimoine rappelle que par délibération en date du 29 septembre 2021, il avait été décidé d'approuver l'engagement d'une redéfinition par les CC du TERNOIS et des 7 VALLEES de la stratégie touristique commune en partenariat avec l'office de tourisme intercommunautaire VALLEES D'OPALE.

Par ailleurs, il est rappelé également que le 24 mars 2022, le conseil communautaire a délibéré favorablement pour l'adhésion de la CC du TERNOIS à la SPL ARRAS PAYS D'ARTOIS ; cette adhésion ayant été effective au 1^{er} juillet 2022.

Il est rappelé également que la SPL assure pour le compte de ses actionnaires qui sont :

- la Communauté de Communes du Ternois
- la Communauté de Communes du Sud-Artois
- la Communauté de Communes Osartis-Marquion
- la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois
- la Communauté Urbaine d'Arras
- la Ville d'Arras

- le développement de l'attractivité du territoire de ses actionnaires sur l'ensemble des secteurs du tourisme et à destination de l'ensemble des clientèles (locales, régionales, nationales, internationales).

- ainsi que la gestion de divers équipements culturels et touristiques de son territoire (Beffroi et OT d'Arras et de Bapaume, Boves d'Arras, Carrières Wellington d'Arras, base nautique de St Laurent Blangy).

LA SPL dispose, pour ses missions d'une réelle expertise, de compétences développées et de réseaux de communication et de promotion importants.

Dans le cadre de l'adhésion et du partenariat bien établi depuis le 1^{er} juillet 2022, différents temps de travail ont eu lieu avec TERNOISCOM, ainsi que des visites et des échanges avec les partenaires touristiques du Ternois afin de réfléchir à des actions de développement touristique du territoire. Enfin, des éléments de communication ont déjà été développés.

De la même manière de nombreux échanges et réunions de travail ont eu lieu par rapport au DONJON de Bours, son animation actuelle et future, le développement de ses activités et la promotion du site.

Parallèlement, après différents temps de travail avec les 7 VALLEES et en partenariat avec PAS DE CALAIS TOURISME sur les différents modes de gestion possibles du TOURISME, la CC des 7 VALLEES a décidé en cette fin d'année de réinternaliser au sein de son EPCI la gestion du Tourisme de son propre territoire.

Aussi et après divers échanges et études, il a été envisagé de confier à la SPL ARRAS PAYS D'ARTOIS avec mise à disposition du personnel :

- L'attractivité et le développement touristique du territoire ainsi que la gestion de l'office du tourisme de Saint Pol sur Ternoise
- La gestion et l'animation du DONJON, de ses abords et de la Maison d'Accueil afin de permettre un développement optimal de la fréquentation de cet équipement et renforcer l'attractivité touristique et culturelle du territoire.

Après validation par le bureau communautaire des propositions présentées par Monsieur Christian BERGER, Directeur de la SPL et après présentation à la Commission Tourisme, il est proposé :

- D'approuver les missions confiées à la SPL Arras Pays d'Artois pour la promotion et le développement du tourisme du Ternois comprenant la gestion de l'office de Tourisme de St Pol ainsi que la gestion et l'animation du DONJON, de ses abords et de la Maison d'Accueil ;
- D'approuver les projets de conventions de gestion pour chacune des missions (TOURISME et DONJON). Ces deux annexes ont été transmises à l'ensemble des Conseillers Communautaires.
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble de ces documents afférents à cette décision.

M. BEAUCAMP, Maire de Bours demande s'il est possible d'estimer le nombre de visiteurs supplémentaires auquel on peut s'attendre sur le territoire suite à la réorganisation, notamment en terme de flux.

M. MELIN répond que cela est difficilement quantifiable. La communication étant plus importante, cela devrait porter ses fruits. M. BRIDOUX répond que c'est environ 20 000 visiteurs espérés en plus. Nous allons vers une dimension plus importante.

M. BEAUCAMP tient également à faire remarquer que comme convenu, l'identité visuelle de la commune de Bours doit apparaître sur tous les supports de communication relatifs au donjon lors de l'organisation d'événements.

M. BRIDOUX prend acte de cette remarque et fera en sorte qu'à l'avenir le nécessaire soit fait.

M. ARMAND, Maire d'Herlincourt fait part que c'est la méthode qui l'inquiète sur cette décision. Il s'exprime en son nom ainsi qu'en celui de Mme Claude ROUSSEZ, Déléguée communautaire de St Pol sur Ternoise. Il serait intéressant d'avoir un bilan du partenariat avec les 7 Vallées. Il s'interroge sur la stratégie future qui va être employée et sur le rapport de force qu'il risque d'y avoir entre nos deux structures.

M. MELIN répond que les professionnels n'appartiennent pas à un office de tourisme. Ils pourront continuer à adhérer à l'une ou l'autre des structures pour bénéficier de leur communication. M. BRIDOUX répond également que nous continuerons à travailler avec les 7 Vallées dans le cadre du tourisme et que nous sommes toujours avec les 7 Vallées dans le cadre du PETR. Nous sommes dans le cadre d'une SPL avec un conseil d'administration. Le bilan sera fait. En fin d'année, nous ferons une comparaison avec le bilan précédent. Il précise également que rien n'a été fait sans l'accord du personnel.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération, moins 2 contres et 2 abstentions.

DELIBERATION RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT D'UN GARDIN MEDIEVAL AU DONJON DE BOURS

M. MELIN rappelle que par délibération en date du 16/12/2020, il avait été décidé d'aménager un jardin médiéval dans la haute-cour du Donjon de Bours.

Ce projet participe pleinement à l'attractivité de l'espace historique qu'est le Donjon de Bours et à l'attractivité touristique et patrimoniale du TERNOIS et aussi delà.

En partenariat avec le Département et la DRAC, un projet de cahier des charges de cet aménagement a été élaboré permettant une consultation pour la désignation d'un maître d'œuvre paysager.

Monsieur Jean-Baptiste DUCHÊNE, Architecte Paysagiste a été désigné pour cette mission.

Un avant-projet a été réalisé, basé avant tout sur l'iconographie médiévale et permettant ainsi aux visiteurs d'être immergés pleinement dans l'époque médiévale dès son arrivée sur le site.

En voici la description :

SCHEMA DE PRINCIPE DE VALORISATION DES ABORDS DU DONION DE BOURS : PLAN LÉGENDE



Il comprend :

- un aménagement des douves consistant à :
 - Décaissement et talutage des douves ;
 - Plantation de vivaces évoquant les paysages humides ;
 - Plantation d'arbres et d'arbustes aux abords des douves ;
- la mise en place de deux passerelles ;
- et la réalisation d'un jardin décomposé en trois parties :
 - Le Jardin des Dames
 - Le Jardin des Songes
 - Les Carrés jardinés

LES DOUVES ET LES PASSERELLES DU GARDIN

Programme

Le principe d'intervention consiste à valoriser les abords du Donjon dans son intérêt architectural et paysager en évitant par un léger travail de nivellement des sols et de plantation de vivaces et d'arbustes évoquant l'existence des douves protégeant autrefois l'édifice et son jardin. Le léger décaissement et talutage des anciennes limites des douves, la mise en place de défenses de berges ainsi que l'établissement de plates-bandes végétales contribuent à évoquer les milieux humides et donc le contexte défensif autrefois présent en périphérie du Donjon.

Le talutage des berges permet également de redéfinir une esplanade d'une superficie approchant 890m², surface supposée du Jardin disparu comme en témoignent les rapports de fouilles établis en 2020.

Rapidement, une prairie mêlant diverses herbacées et graminées telles que la prêle des champs (*Equisetum arvense*), l'achillée stérutatoire (*Achillea ptarmica*), l'herbe aux goutteuses (*Aegopodium podagraria*), la Salicaire (*Lythrum salicaria*), la Canche cespicieuse (*Deschampsia cespitosa*) ou encore le Panie érigé (*Panicum virgatum*) au sein desquelles seront disséminés quelques bulbes d'Iris spuria (*Iris spuria*) et autres bulbeuses des marais, prendra forme au droit des berges évoquées et plantées au Nord d'un alignement de saules taillés en têtards. La nappe d'eau sera, quant à elle, matérialisée par la pelouse tondue de manière régulière en pied de berges. Cette composition végétale herbacée et vivace ne manquera pas également de susciter l'intérêt des promeneurs/visiteurs par la présence de diverses menthes (*Mentha spicata*, *Mentha longifolia*, *Mentha pulegium*) au subtil parfum ou aux effluves affirmées. L'utilisation de diverses espèces et essences permettra par ailleurs de renforcer la composition dans son intérêt paysager mais également d'augmenter l'intérêt écologique du lieu.

Des passerelles en bois évoquant les deux accès disparus enjambant les douves et offrant un accès aisé aux piétons en toutes saisons. Leur position permet d'apprécier l'édifice sous ses angles d'approche historique.

En bordure de douves, étayées ponctuellement à l'aide pieux, madriers, etc. des arbres et arbustes en port libre confèrent à l'entité un écran le protégeant du contexte urbain et des édifices avoisinants (Mairie, cimetière, église, etc.).

Actions à prévoir

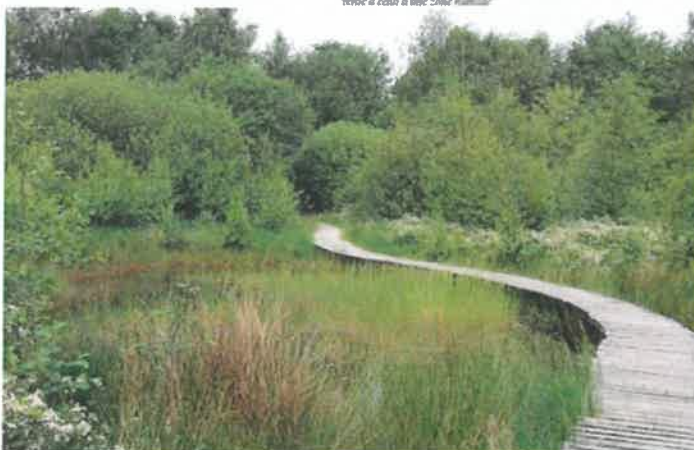
- Décaissement et talutage des douves ;
- Plantation de vivaces évoquant les paysages humides ;
- Plantation d'arbres et d'arbustes aux abords des douves ;
- Mise en place de deux passerelles.



Valorisation des accès au site du Donjon de Bours



Plantation de plates-bandes au droit des berges évoquant une mégaphorbiaie, prairie formant un tapis de hautes herbes dont le visual s'oppose à celui d'une zone humide



Mise en place de passerelles (posées à même le sol) évoquant la traversée d'un lieu humide sans en altérer le couvert herbacé mis en place et évoquant



Évoquant des milieux humides

LE GARDIN DU SEIGNEUR DE BOURS : LE JARDIN DES DAMES



Programme

De manière à évoquer le Jardin et ses grands axes de composition (probables), deux allées traversent l'esplanade rétablie et s'interceptent au Nord-Est du Jardin.

L'entité Nord-Est se distribue de part et d'autre de l'allée Nord en composant un damier dont chaque « case » est valorisée par la composition de jardinet de tradition médiévale.

Cet espace, protégé par sa berge Nord est géré par une porte et partiellement ceinturée de treillages situés notamment la présence de la butte.

Les diverses compositions rythment l'avancée des promeneurs découvrant le Jardin abordant diverses thématiques et techniques de compositions paysagères Jardins médiévaux.

Un massif de rosiers et d'arbustes à fleur borde l'entrée et invite le promeneur à se diriger au Nord pour entrer dans le premier carré orné d'un pré fleuri central. La seconde composition s'articule autour d'une banquette engazonnée offrant un lieu de repos permettant d'admirer un jardin de topiaires. Un treillage confère à la composition un fond de scène florissant grâce aux divers pieds de chèvrefeuilles, jasmins et rosiers.

Un Jardin en damier évoque les compositions rapportées par l'iconographie médiévale et associe divers carrés plantés de topiaires, de petits arbustes aux tiges, ensemencés, etc. Une banquette couverte lui fait face et offre un nouveau point de repos.

Quelques treillages bas séquentent le Jardin des Dames offrant un dernier lieu d'évasion organisé autour d'un bassin hexagonal protégé au sein d'une alcôve de treillage haut.

Le Jardin s'achève au seuil du bouquet - jardin des Songes dont le cœur magnifie l'axe principal du Jardin des Dames.

Actions à prévoir

- Etablissement des jardins et de leurs agréments ;
- Mise en place de panneaux de treillage en pied de butte
- Composition de banquettes de gazon
- Plantation de topiaires
- Etablissement d'un bassin hexagonal

LE JARDIN DU SEIGNEUR DE BOURS : LE JARDIN DES SONGES



Programme

Le Jardin ou bosquet des Songes invite le promeneur à s'égarer physiquement et spirituellement au sein d'un jardin labyrinthique dont le cœur est orné d'une fontaine.

Ce jardin composé d'arbustes florissant abondamment et dont les essences sont évoquées à travers la littérature médiévale, contribue à fluidifier la transition entre les deux entités majeures de la composition, à savoir, le Jardin des Dames et les Carrés jardinés.

La salle centrale du Jardin invite à la rêverie, aux songes, à l'Amour courtois, etc.

Le décor de treillage confère une intimité optimale au sein du bosquet égayé par les nombreux rosiers arbusitifs et grimpants issus des variétés anciennes.

Au-delà de son rôle symbolique, le bosquet redistribue l'ensemble des circulations du jardin et articule les deux axes principaux du Jardin par la présence d'une fontaine hexagonale animant la composition et contribuant à la romantisation de la composition et de l'atmosphère du lieu.

Actions à prévoir

- Etablissement de la salle centrale ceinturée de treillage et dotée de banquettes ;
- Mise en place d'une fontaine centrale ;
- Plantation de grimpantes au droit des treillages ;
- Plantation d'un couvert arbusitif dense composé de rosiers et d'arbusies (lilas, viornes, etc.) cités dans la littérature médiévale ;

LE JARDIN DU SEIGNEUR DE BOURS : LES CARRÉS JARDINÉS



Programme

Le projet prévoit d'aménager un second jardin évoquant, pour sa part, les compositions régulières associant des carrés jardinés.

Ceinturés de plessis de noisetiers ou de saules, ces petites parcelles sont abondamment fleuries et/ou plantées de petits fruitiers et d'arbustes traités en topiaires.

Des thématiques sont abordées et rythment la découverte des carrés.

L'ensemble du jardin est ceinturé d'un treillage bas doté de trois portails. Au Nord, un emmarchement adossé au talus facilite l'accès au Donjon et au Jardin depuis le chemin de ronde.

La composition de carrés est magnifiée dans son effet par la présence d'une galerie offrant des vues choisies pour l'intérêt de leurs points de fuite.

Quelques banquettes adossées au talus ou dissimulées sous la pergola offrent des points d'arrêt.

Quelques soutènements retiennent les terres du talus dont le pied est redéfini de manière à équilibrer la composition et l'agencement des carrés.

Actions à prévoir

- Composition des carrés ;
- Mise en place d'une clôture périphérique dotée de trois portails ;
- Etablissement d'un escalier au droit du talus et de soutènement ;
- Plantation d'un couvert de vivaces ;
- Mise en place de banquettes ;
- Construction de la galerie de treillage ;
- Plantation de grimpantes au droit de la galerie.

Le coût estimé est de 403 631,09 € HT honoraires inclus.

Cet avant-projet a été présenté en bureau communautaire, à Monsieur BEAUCAMP, Maire de Bours ainsi qu'aux représentants du Département et des services culturels de l'Etat et des bâtiments de France.

Il a reçu une validation globale de chacun.

A ce titre, il est proposé :

- D'approuver le projet de Jardin Médiéval ;
- De solliciter les financements auprès des différents partenaires à la réalisation de ce projet ;
- D'autoriser le Président à engager les procédures de mises en concurrence ;
- De signer l'ensemble de ces documents afférents à cette décision.

M. DEQUIDT, Maire de Ramecourt demande ce qui est envisagé comme charges de fonctionnement annuelles pour que le jardin reste agréable et intéressant. M. BRIDOUX répond que ce sont les brigades vertes qui interviendront pour l'entretien. Ils seront formés à cet entretien spécifique.

M. DUVAL, délégué communautaire d'Auxi le Château demande quelles sont les aides mobilisables et à quelle hauteur.

M. THERET lui répond qu'il y aura des aides de la Région et dans le cadre du CRT (Contrat de Rayonnement Touristique).

M. BRIDOUX espère atteindre le maximum d'aides mobilisables.

M. TORCHY, Maire de Troisvaux demande le nombre de visiteurs par an au Donjon de Bours. M. MELIN répond autour de 8 000 visiteurs. Le Donjon de Bours est une belle locomotive touristique pour le territoire.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération, moins une abstention.

DELIBERATION PORTANT ADHESION A LA CENTRALE D'ACHAT RESAH

Le Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) est un groupement d'intérêt public (GIP) national constitué d'établissements hospitaliers dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur sanitaire, médico-social, public et privé non lucratif.

Le RESAH s'est constitué en centrale d'achat, au titre de l'article L.2113-2 du Code de la Commande Publique, ouverte, dans un 1er temps aux membres du GIP puis, depuis quelques années, à tous les pouvoirs adjudicateurs dont la demande d'adhésion a été acceptée.

TERNOISCOM souhaiterait adhérer à cette centrale d'achat, pour un coût annuel de l'adhésion est de 600 € H.T. ; ce qui permettra d'accéder à un marché conclu par le RESAH et dont le titulaire est la branche cyberdéfense d'Orange, relatif à des prestations informatiques et de cybersécurité.

Cette adhésion permettra notamment d'assurer l'achat des tablettes et logiciels prévu pour chaque conseiller communautaire ainsi que leur paramétrage.

Il est proposé :

D'adhérer à la centrale d'achat pour un coût annuel de de 600 € H.T. afin d'accéder à un marché conclu par le RESAH, permettant d'assurer l'achat des tablettes et logiciels prévu pour chaque conseiller communautaire ainsi que leur paramétrage.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble de ces documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à l'unanimité cette délibération.

MARCHES ATTRIBUES

REALISATION DE BASSINS DE RETENTION : procédure adaptée, marché attribué

à la société DUFFROY Zone Industrielle 62130 SAINT POL SUR TERNOISE pour la somme de 420 000 € HT le 07 octobre 2022

- 2 bassins sur les communes de Saint Pol sur Ternoise et Saint Michel sur Ternoise
- 1 bassin sur la commune de Foufflin-Ricametz

Décision prise par le Président en date du 10 octobre 2022

LEADER : procédure adaptée, marché attribué le 04 octobre 2022 à la société OCALIA Impasse du Jura 01800 CHARNOZ sur AIN pour la somme de 30 900 € HT

Décision prise par le Président en date du 10 octobre 2022

SEJOUR HIVER 2023 : procédure adaptée, marché attribué à I2V ITINERAIRE VACANCES ET VOYAGES le 21 octobre 2022 pour un séjour sur un lieu identique pour l'ensemble des 85 à 95 jeunes pour une prestation du 11 au 19 février 2023 inclus.

Décision prise par le Président en date du 21 octobre 2022

Salle de Sports de Frévent Lot 16 Panneaux photovoltaïques : marché sans publicité ni mise en concurrence suite infructuosité pour un montant de 25 768.12 € HT

Salle De Sports de Frévent - EQUIPEMENTS SPORTIFS : procédure formalisée, La CAO s'est réunie le 13 octobre 2022 Contrôle de légalité envoyé le 26 octobre 2022

Lot 1 : Equipements sportifs : lot déclaré infructueux (absence d'offres)

Lot 2 : Gradins télescopiques : lot attribué à l'entreprise SAMIA DEVIANNE 16 Avenue de la Gardie 34510 FLORENSAC pour la somme de 87 995.62€ HT

Lot 3 : Mur d'escalade : lot attribué à l'entreprise PYRAMIDE SAS 5 rue Gutenberg 91070 BONDOUFLE pour la somme de 100 000.00 € HT

Décision prise par le Président en date du 28 octobre 2022

PORTAGE DE REPAS : procédure adaptée, marché attribué
Négociation le 13/10/2022 envoi au contrôle de légalité le 07 novembre 2022

Lot 1 Repas pour le portage à domicile : lot attribué à l'entreprise DUPONT RESTAURATION 13 Avenue Blaise Pascal ZA les Portes du Nord 62820 LIBERCOURT au prix unitaire du repas à 4.95€ HT (estimation annuelle 247 500.00 € HT)

Lot 2 Repas Accueil Jeunesse : lot attribué à l'entreprise DUPONT RESTAURATION 13 Avenue Blaise Pascal ZA les Portes du Nord 62820 LIBERCOURT au prix unitaire du repas à 2,64€ HT (estimation annuelle : 76 560.00 € HT)

Lot 3 Repas Pique niques Jeunesse : lot attribué à l'entreprise DUPONT RESTAURATION 13 Avenue Blaise Pascal ZA les Portes du Nord 62820 LIBERCOURT au prix unitaire du repas à 3,48€ HT (estimation annuelle 24 360.00 € HT)

Lot 4 Repas Petite Enfance : lot attribué à l'entreprise ANSAMBLE PIBS Allée Gabriel Lippmann 56000 VANNES au prix unitaires HT suivants (estimation annuelle 32 026.56 € HT) :

<i>Repas Bébé</i>	3,25
<i>Repas Moyen</i>	3,40
<i>Repas Grand</i>	3,55
<i>Goûter Bébé</i>	0,68
<i>Goûter Moyen</i>	0,68
<i>Goûter Grand</i>	0,80
<i>Pique-nique</i>	3,55

Décision prise par le Président en date du 08 novembre 2022.

MISE EN VENTE DE LA MONNAIE DE PARIS A L'EFFIGIE DU DONJON DE BOURS

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 06 mars 2020 relative aux tarifs du Donjon de Bours et donnant pouvoir au Président pour fixer ou modifier ces tarifs en fonction de la demande et de l'évolution des activités proposées ;

Par décision du Président en date du 02 décembre 2022, il a été décidé :

De mettre en vente au tarif de 2,50 €/pièce la Monnaie de Paris à l'effigie du Donjon de Bours, de la manière suivante :
- au Donjon de Bours 100 exemplaires n°1 à 100

MARCHES EN COURS

- BATIMENT RELAIS Pernes : Mise en ligne du Marché, retour pour le 20/10/2022
- ASSURANCES : Mise en ligne du Marché, retour pour le 23/11/2022

MARCHES A LANCER

- PLUIHM
- TRAVAUX PISCINE
- HOTEL DE FORMATION
- VERIFICATION CONTROLE
- TIERS LIEU CULTUREL DE SAINT POL

CONVENTION D'ADHESION A LA CENTRALE D'ACHATS DU SYNDICAT MIXTE LA FIBRE NUMERIQUE 59-62

Dans le cadre de la mutualisation, TernoisCom a entrepris des démarches de consultation en vue de mettre en œuvre les marchés publics nécessaires et les mieux adaptés à ses besoins.

De son côté le Syndicat mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique (La Fibre Numérique 59-62) développe une offre de services à destination des collectivités du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que de leurs établissements publics, dans le cadre de ses compétences en matière de Numérique. Ces services privilégient le recours au réseau public de fibre optique que le Syndicat mixte a déployé et que les EPCI ont contribué à financer, car il permet le développement d'infrastructures de qualité, sécurisées et pérennes. Pour ce faire le Syndicat mixte s'est constitué en centrale d'achats en janvier 2022, qui pourra intervenir en tant que grossiste ou intermédiaire, et qui prévoit d'offrir des services, prestations et fournitures dans les domaines suivants :

- Services numériques essentiels pour les collectivités (« Pack Mairie Connectée »),
- Prestations de vidéoprotection,
- Services de télécommunications et communications électroniques.

Le Syndicat mixte a par ailleurs lancé l'expérimentation d'un réseau public LoRa pour l'Internet des Objets.

L'adhésion à la centrale d'achats permettra de bénéficier de ces services, prestations et fournitures sans avoir à lancer de consultation, en profitant des marchés qu'elle aura passés. L'acheteur qui a recours à une centrale d'achats est réputé avoir respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées.

Eu égard au périmètre de la centrale d'achats, qui couvre les Départements du Nord et du Pas-de-Calais, l'économie d'échelle liée à la mutualisation des besoins permettra de bénéficier des meilleurs tarifs.

Le recours aux marchés de la centrale d'achats n'implique aucune exclusivité de commande auprès des fournisseurs de cette dernière. L'adhérent n'a aucune obligation de recourir aux marchés qui n'ont pas été spécifiquement conclus pour lui et à sa demande par la centrale d'achats.

VU les articles L 2113-2 et suivants du code de la commande publique ;

VU la convention d'adhésion à la centrale d'achats de La Fibre Numérique 59 62 ;

CONSIDERANT l'intérêt que pourrait représenter le recours aux marchés passés par la centrale d'achats de La Fibre Numérique 59 62 en matière de services numériques, pour l'économie des ressources de la communauté de communes du Ternois en matière de passation des marchés publics, pour le bénéfice de l'expertise apportée par le Syndicat mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique et pour l'amélioration des tarifs que permet la mutualisation des achats ;

Suite à l'intervention du Syndicat mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique (La Fibre Numérique 59 62) lors du Conseil Communautaire du 18 octobre 2022, il a été décidé :

D'adhérer à la centrale d'achats du Syndicat Mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique au titre des prestations, services et fournitures que ladite centrale d'achats pourra offrir en matière de vidéoprotection.

D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document afférent à cette adhésion, et notamment la convention d'adhésion à la centrale d'achats.

QUESTIONS DIVERSES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h15.



Le Président,

M. BRIDOUX